

# Lombards et paysans dans le vidomnat d'Ardon-Chamoson et dans la paroisse de Leytron de 1331 à 1340

Pierre DUBUIS

Longtemps à la mode, l'histoire économique cède peu à peu le devant de la scène à une histoire qui se veut « totale » et dont le leitmotiv est le concept de « mentalité »<sup>1</sup>. Signe des temps, cette évolution ne doit pas faire oublier que les économies médiévales n'ont pas encore livré tous leurs secrets : il reste des questions sans réponse et des régions mal connues<sup>2</sup>.

Parmi les faits encore trop négligés, la pratique et le rôle du prêt de consommation dans le monde rural mériterait plus d'attention. Insignifiant par rapport aux grands commerçants européens et corps étranger dans la société paysanne, le prêteur des bourgs de campagne échappe aux deux directions de recherche favorites des historiens de l'économie. Il faut donc, au lieu de voir en lui un parent pauvre ou un marginal, l'étudier pour lui-même, dans son vrai contexte : apparaissent alors son originalité et le caractère indispensable de son activité financière auprès des paysans<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voir G. DUBY, *Des sociétés médiévales*, Paris, 1971.

<sup>2</sup> Voir J. HEERS, *L'Occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ; aspects économiques et sociaux*, Paris, 1973, pp. 377-425, et spécialement pp. 395-396.

<sup>3</sup> Sur les lombards en Suisse, voir J. J. AMIET, *Die französischen und lombardischen Geldwucherer des Mittelalters, namentlich in der Schweiz*, dans *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. I, Zürich, 1876, pp. 177-255, et t. II, Zürich, 1877, pp. 141-328. Cet ouvrage n'a pas encore été remplacé. Voir aussi A. SCHULTE, *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien, mit Ausschluss von Venedig* (reprint de l'édition de 1900), Berlin, 1966, t. I, pp. 231-343. Sur les lombards dans les Etats de la Maison de Savoie, voir A. M. PATRONE, *Le casane astigiane in Savoia*, Torino, 1959 (Deputazione subalpina di storia patria. *Miscellanea storica italiana*, ser. 4, IV). Sur le rôle des prêteurs à la campagne, voir la monographie de V. CHOMEL, *Communautés rurales et « casanae » lombardes en Dauphiné, 1346. Contribution au problème de l'endettement dans les sociétés paysannes du Sud-Est de la France au Bas Moyen Age*, dans *Bulletin philologique et historique du Comité des Travaux historiques*, Paris, 1959, pp. 225-247.

Parmi les régions que le mouvement des études d'histoire économique a laissées pour compte ou n'a qu'à peine effleurées, le Valais vient en bonne place<sup>4</sup>. Cela paraît d'autant plus paradoxal que les archives du canton recèlent une documentation de qualité, abondante et facilement accessible<sup>5</sup>.

On pense par exemple aux archives du Chapitre de Sion, qui possèdent la plus belle collection de registres notariaux de la région alpine<sup>6</sup>. Au nombre de ces minutiers figure celui<sup>7</sup> de Jean Sauthier, notaire à Chamoson dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. De 1324 à 1340, il y a enregistré quelque 210 reconnaissances de dette, dont 148 datent des années 1331 à 1340 et constituent la base documentaire de cet article<sup>9</sup>. Bien que présentant d'évi-

<sup>4</sup> Un certain nombre d'articles relatifs à l'histoire économique du Valais ont paru dans la première moitié de notre siècle ; force est malheureusement de reconnaître qu'ils ne sont que difficilement utilisables. L'édition des comptes de l'Hospice du Grand-Saint-Bernard (fin du XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles) par L. Quaglia et J.-M. Theurillat (*Vallesia*, t. XXVIII, Sion, 1973, pp. 1-162 et t. XXX, Sion, 1975, pp. 169-384) constitue un important point de départ. Plusieurs chercheurs sont actuellement à l'œuvre (M<sup>lle</sup> Chantal Fournier, MM. Pierre Reichenbach, Antoine Lugon et nous-même). Pour une vue d'ensemble des économies alpines, voir J. F. BERGIER, *Genève et l'économie européenne de la Renaissance*, t. I, Paris, 1963, pp. 17-52 et 58-62 (bibliographie).

<sup>5</sup> Survol très rapide, mais suggestif, dans R. H. BAUTIER et J. SORNAY, *Les sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Age*, T. I, *Provence, Comtat Venaissin, Dauphiné, Etats de la Maison de Savoie*, 2 vol., Paris, 1968 et 1971, pp. 395-398, 445-447, 465-466, 495, 535-537, 645-653, 812-828, 916-918, 936-937, 1084-1088, 1357-1369, 1427 et 1433.

<sup>6</sup> Sur ces archives, voir P. RÜCK, *Das Archiv des Domkapitels von Sitten*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, t. LXV, Fribourg (Suisse), 1971, pp. 114-120. Voir aussi, sur le fonds des notaires, R. H. BAUTIER et J. SORNAY, *op. cit.*, t. I, vol. 2, *Archives ecclésiastiques, communales et notariales. Archives des marchands et des particuliers*, Paris, 1971, pp. 1357-1369 et carte XIV, p. 1356. Nous les citons désormais ACS, Min. A ou Min. B.

<sup>7</sup> Les minutes de Jean Sauthier se trouvent en partie dans le Min. A 10, pp. 163-434, dans le Min. A 13, pp. 467-492, et dans le Min. B 2, *passim*. Il semble que l'on soit en présence de fragments importants de deux registres. **Registre I**, caractérisé par une foliotation en gros chiffres romains placés au bas des folios (au verso) : Min. A 10, pp. 163-388, soit fol. I-CXVII. **Registre II<sup>a</sup>**, caractérisé par une foliotation en petits chiffres romains encadrés, disposés au haut des folios (au recto) : Min. B 2, pp. 1-4 = fol. CXXIX et CXXX ; Min. A 13, pp. 468-492 = fol. CXXXI-CXLI ; Min. B 2, pp. 5-6 = fol. CXLII ; Min. A 13, pp. 467-468 = fol. CXLIII ; Min. A 10, pp. 389-426 = fol. CL-CLVIII. **Registre II<sup>b</sup>** : non folioté, suite du Registre II<sup>a</sup>, après le fol. CLVIII ; note au début : *In nomine Domini, amen. Sequitur de cartis per me G[irardum] de Dallion repertis in notis et registris tanquam commissarium pro domino Philippo, episcopo Sedunensi*. Ces actes, des années 1335 à 1340, se trouvent Min. A 10, pp. 427-434.

<sup>8</sup> Jean Sauthier s'intitule *auctoritate sacri imperialis palatii notarius publicus* (Min. A 10, p. 166) ; nous possédons son signet, accompagné de cette notice : *hoc est signum Johannis Salteri de Chamoson ad signandum cartas confectas per manum suam* (*ibid.*, p. 164). Ses instrumentations les plus anciennes sont de 1324 (Min. A 10, p. 163 sqq) ; la plus récente date du 6 août 1340 (Min. A 10, p. 410). L'évêque de Sion Philippe de Chamberlhac avait désigné Girard de Daillon, notaire et clerc de sa curie, pour mettre en ordre les protocoles de Sauthier ; cet évêque ayant quitté son siège le 25 septembre 1342 au plus tard (voir C. SANTSCHI, *Le catalogue des évêques de Sion de Pierre Brantschen (1575)*, dans *Vallesia*, t. XXII, Sion, 1967, p. 116), on peut supposer que Sauthier est mort, ou a cessé son activité, entre août 1340 et septembre 1342.

<sup>9</sup> Nous avons regroupé les données essentielles de nos documents dans un tableau synoptique (voir *in fine*, Annexe II). Nous renverrons à la source en utilisant le numéro de chaque reconnaissance de dette dans ce tableau.

dentes limites <sup>10</sup>, l'ensemble possède une remarquable homogénéité. Tous les actes émanent du même notaire et sont rédigés d'après le même formulaire ; ils tiennent dans les cadres d'une région bien délimitée et d'une période restreinte ; les créanciers sont relativement bien connus et les débiteurs appartiennent presque tous à la même catégorie socio-économique.

Après une brève présentation des prêteurs et de leur clientèle, suivie d'une étude sommaire de la reconnaissance de dette, nous aborderons les questions proprement économiques par l'étude du taux de l'intérêt et par celle des montants qui, au moment du remboursement, s'ajoutent à la somme prêtée. Nous pourrions alors examiner l'ensemble de notre documentation en adoptant comme point de vue l'évolution mensuelle des phénomènes. Nous reviendrons enfin sur nos constats pour tenter de les expliquer <sup>11</sup>.

## I. LES LOMBARDS ET LEUR CLIENTÈLE

Les personnages que mettent en présence les reconnaissances de dette enregistrées par Jean Sauthier diffèrent sur bien des points, et sur celui-ci en particulier : si les prêteurs lombards ne vivent de la terre qu'indirectement, leurs clients, les paysans, y sont rivés. Il découle de cela un contraste de conditions que l'on a peine à saisir aujourd'hui ; il vaut donc la peine d'une brève description.

### 1. Les lombards

Deux de ces établissements de prêt que l'on nommait au Moyen Age des « casanes » <sup>12</sup> se succèdent dans le minutier de Sauthier : celui de Leytron puis celui de Saillon (voir fig. 1).

<sup>10</sup> Jean Sauthier a pu avoir d'autres registres, aujourd'hui perdus ; d'autres notaires ont probablement exercé dans la région en même temps que lui. Il n'est pas douteux qu'il y ait eu des prêts entre voisins ou entre membres d'une famille, concédés sans recours au notaire.

<sup>11</sup> Nous remercions M. le chanoine Albert Carlen, archiviste du Chapitre de Sion, M. Grégoire Ghika, archiviste d'Etat, et M. le chanoine Jean-Marie Theurillat, archiviste de l'Abbaye de Saint-Maurice ; ils nous ont ouvert leurs fonds avec une grande générosité. MM. Peter Rück, Pierre Reichenbach et Jean-Marie Theurillat ont suivi de près l'élaboration de ce travail ; il doit beaucoup à leurs conseils et à leurs critiques. Nous devons des renseignements de tous ordres à MM. François-Olivier Dubuis, archéologue cantonal, Grégoire Ghika et Bernard Truffer, des Archives d'Etat. M. Jean-Claude Balet, dessinateur au Service cantonal des Monuments historiques (Sion), s'est chargé de l'exécution graphique des illustrations de cet article ; nous l'en remercions.

<sup>12</sup> Sur les casanes et leur organisation, voir A. M. PATRONE, *op. cit.*, *passim*.

### a) *Les lombards de Leytron*

Dès 1312<sup>13</sup>, on constate dans la région d'Ardon, Chamoson et Leytron l'activité financière d'un lombard nommé *Ruffinus Barbafalla de Castrovono*<sup>14</sup>. Associé<sup>15</sup> à un Astésan, *Perrinus Garreti*<sup>16</sup>, *Ruffinus* agit dans le cadre de la casane de Sembrancher<sup>17</sup>. En 1322 ou peu avant, le centre des activités de *Garreti* et de son compatriote paraît se déplacer à Martigny<sup>18</sup>. Deux ans plus tard, le duo se sépare ; *Ruffinus* s'installe à Leytron<sup>19</sup>, localité avec laquelle il avait déjà des liens solides<sup>20</sup>. Il y poursuit sa carrière de banquier tout en conservant certaines relations avec Martigny<sup>21</sup>. On le voit prêter aux paysans jusqu'à la fin de l'année 1331<sup>22</sup> ; il cesse alors brusquement d'exercer<sup>23</sup>.

Ses fils lui succèdent immédiatement, au nombre de quatre ; Jean, qui paraît mener l'affaire<sup>24</sup>, *Perrinodus*, *Ruffinodus* et *Mermetus*<sup>25</sup>. Sous leur

<sup>13</sup> ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 14.

<sup>14</sup> Son identité complète se trouve en maints documents. Voir Min. A 10, p. 278, par exemple. Nous pensons, faute de preuves, qu'il est astésan.

<sup>15</sup> Première mention de leur association le 3 juin 1323 (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 116).

<sup>16</sup> Première mention certaine de *Garreti* le 7 septembre 1320, à Sembrancher (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 78). Le 26 juin 1340, il est qualifié de *quondam* (ACS, Min. A 19, p. 23). En 1331, il tient la casane d'Aigle (ACS, Min. A 16, p. 71). Il paraît avoir joué un rôle dans celle de Sion, jusqu'en 1337 probablement (ACS, Min. A 19, p. 19).

<sup>17</sup> Dès 1316 au moins, il a sa maison à Sembrancher (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 36) ; en 1325, il est encore dit *de Sancto Brancherio* (ACS, Min. A 10, p. 171).

<sup>18</sup> Le 6 février 1322, mention de *Perrinus Garreti* et de ses *socii* habitant Martigny (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 93) ; de même en 1324 (ACS, Min. A 10, p. 192). Le 29 septembre 1325, *Ruffinus* habite Martigny (ACS, Min. A 10, p. 194).

<sup>19</sup> Le 15 novembre 1327, il est dit pour la première fois habiter Leytron (ACS, Min. A 10, p. 218). Depuis cette date, on ne trouve plus de prêts concédés par *Garreti* et *Ruffinus* ensemble.

<sup>20</sup> Lorsqu'il habitait Sembrancher, puis Martigny, *Ruffinus* avait déjà concédé de nombreux prêts dans notre région. Mais il ne s'était pas contenté de cela. On constate, en 1316 (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 37), qu'il avait épousé Agnès, fille de feu Pierre de Mar, de la famille des vidomnes de Leytron. *Ruffinus* possédait une part de ce vidomnat : il est parfois qualifié de co-vidomne ou de vidomne (ACS, Min. A 10, pp. 310, 361, 363, 366, en 1334, 1336 et 1337 ; voir aussi Archives de la famille de Courten, n° XXVIII ; transcription aux Archives d'Etat du Valais, dossiers de correspondance). *Ruffinus* possède à Leytron une maison, mentionnée depuis 1318 (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 90), une grange (ACS, Min. A 10, p. 196) et un verger (*ibid.*, p. 290), tous situés dans le quartier de Mar (*ibid.*). Il a en outre des champs et des vignes (voir notamment Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 109 et 117). Ses serviteurs (*famuli*) attestent d'un niveau de vie fort convenable : *Perrussodus dou Sape*, de Bagnes (ACS, Min. A 10, pp. 311, 338), *Willermodus Fichet* (*ibid.*, pp. 347, 363) et *Bosonetus Montans* (*ibid.*, p. 363).

<sup>21</sup> Jusqu'à la fin de sa carrière financière, en 1331, *Ruffinus* convoquera ses *ostagia* à Martigny.

<sup>22</sup> Dernière opération : n° 12, le 25 novembre 1331.

<sup>23</sup> Il semble être resté à Leytron (voir note 20). Sa mort intervient entre le 28 février 1346 (Archives communales de Leytron, Pg. 13) et le 27 mars de l'année suivante (Archives de l'Hospice du Grand-Saint-Bernard, paquet « Rectorie de Sion », n° 19).

<sup>24</sup> Les dettes contractées auprès d'eux sont reconnues *Johanni, filio Ruffini lumbardi apud Leytron commorantis, et suis fratri* (par exemple, ACS, Min. A 10, p. 284).

<sup>25</sup> Les quatre fils connus de *Ruffinus* sont mentionnés ensemble en 1346, à l'occasion d'un accensement (ACS, Min. A 6, p. 136). Voir aussi Archives du Grand-Saint-Bernard, paquet « Rectorie de Sion », n° 19 (*Ruffinodus*) ; Archives communales de Leytron, Pg. 13



direction, la banque de *Ruffinus* devient, dès le printemps de 1332, un établissement familial, indépendant des réseaux de casanes du Valais « savoyard »<sup>26</sup>.

Telle qu'elle apparaît dans les sources, l'activité des fils de *Ruffinus* est considérable : elle ne souffre d'aucune concurrence connue<sup>27</sup>, jusqu'en mars 1337<sup>28</sup>, date à laquelle les lombards de Saillon commencent à intervenir massivement : jusqu'en 1340, Jean et ses frères ne prêteront plus que trois fois<sup>29</sup>. Il est difficile de considérer ce tournant comme une illusion due au fait que les lombards de Saillon auraient soudain remplacé ceux de Leytron dans la clientèle de Jean Sauthier, ces derniers s'adressant désormais à un autre notaire : en effet, comme nous le dirons, un certain nombre de paysans qui, avant 1337, empruntaient aux fils de *Ruffinus*, sollicitent dès cette date les prêteurs de Saillon.

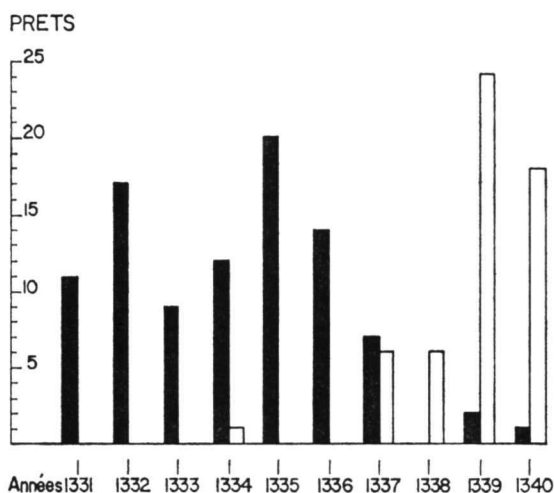


Fig. 1. — L'activité des lombards de Leytron (en noir) et de ceux de Saillon (en blanc), de 1331 à 1340.

(*Ruffinodus* et *Perrodus*) ; Archives d'Etat du Valais, AV, R 3 (*Perrodus*, *Mermetus* et *Ruffinetus*). On connaît une fille de *Ruffinus*, *Agneletta*, épouse de *Johannes Gerdil* (ACS, Min. A 11, p. 193), ainsi que son neveu *Nycholetus* (ACS, Min. A 10, p. 363).

<sup>26</sup> Deux faits l'indiquent clairement : les *ostagia* des fils de *Ruffinus* sont convoqués à Chamoson, et non pas à Martigny ou à Saillon ; les comptes de la censive des casanes due au comte de Savoie, publiés ou analysés par A.M. Patrone (*op. cit.*), ne mentionnent jamais l'établissement de Leytron ; le terme de *casana* ne lui est d'ailleurs jamais appliqué dans nos documents.

<sup>27</sup> Voir fig. 1.

<sup>28</sup> Première intervention des lombards de Saillon le 2 mars (n° 94). On notera cependant un prêt isolé en 1334 déjà (n° 48).

<sup>29</sup> Nos 110, 111 et 152. On remarquera que tous ces débiteurs viennent d'Ardon.

## b) Les lombards de Saillon

La casane de Saillon appartient à un réseau dont font également partie celles de Saint-Maurice, de Conthey et, très probablement, de Sion<sup>30</sup>.

Le minutier de Jean Sauthier témoigne de l'activité de deux groupes d'associés. Au premier appartiennent les « maîtres de la casane » (*domini casane*) : *Bartholomeus Constancii*, banquier à Sion également<sup>31</sup> ; *Georgius de Montegarello*, associé aussi dans la casane de Conthey<sup>32</sup> ; *Guido Thome*, co-tenancier de l'établissement de prêt de Saint-Maurice<sup>33</sup>. La seconde association, qui n'est pas constante<sup>34</sup>, réunit *Johannes Leonis*<sup>35</sup> et *Willermus Rapacii*<sup>36</sup> ; ces personnages occupent un rang inférieur dans la hiérarchie de l'établissement<sup>37</sup>.

Par l'étendue de leurs relations et de leur zone d'activité, les lombards de Saillon laissent loin derrière eux leurs collègues de Leytron<sup>38</sup> : on comprend que ces derniers n'aient guère pu résister à leur concurrence.

## 2. Les paysans

Nos 148 reconnaissances de dette sont le fait de 120 personnes physiques, dont 10 femmes<sup>39</sup>, et d'une personne morale, la Confrérie du Saint Esprit du village de Saint-Pierre-de-Clages. A l'exception du *maior* de

<sup>30</sup> Il ne nous est pas possible de faire ici l'histoire de ces casanes ; nous nous proposons de la raconter dans un prochain article.

<sup>31</sup> Première mention à Saillon en 1316 (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 35) ; on l'y retrouve au moins jusqu'au 2 février 1349 (Archives de la bourgeoisie de Sion, déposées aux Archives d'Etat du Valais, tir. 164, n° 153). Depuis 1337 au moins, il était associé à des compatriotes dans la casane de Sion ; le 26 juin 1340, il donne sa part à son neveu *Odinus* (ACS, Min. A 19, pp. 19-20). *Constancii* est citoyen d'Alba, au sud d'Asti (*ibid.*).

<sup>32</sup> Première mention le 16 avril 1320 (Archives communales de Saint-Maurice, Pg. 65). On le trouve à Saillon dès 1334 (N° 48) et jusqu'en 1349 (Archives de la bourgeoisie de Sion, tir. 164, n° 153). Il est associé dans la casane de Conthey de 1338 (ACS, Min. A 17, pp. 136-137) à 1353 (Archives d'Etat du Valais, *Donum genavense*, n° 38c). Il aurait en outre tenu la casane de La Tour-de-Peilz entre 1346 et 1349 (A. M. PATRONE, *op. cit.*, p. 156). Remarquable testament, le 30 mars 1343 (!) (ACS, Min. A 19, pp. 38-44).

<sup>33</sup> *Thome* est créancier de la bourgeoisie de Saint-Maurice à plusieurs reprises entre 1327 et 1338 (Archives communales de Saint-Maurice, Pg. 104, 108, 141, 152 et 153). C'est en 1334 qu'il apparaît à Saillon (n° 48) ; il disparaît le 27 juin 1340 (n° 151) et commence, après avoir acheté la seigneurie de Saint-Triphon en 1341, une carrière dans l'administration savoyarde (voir E. MORTAZ, *Dictionnaire historique, géographique et statistique du Canton de Vaud*, t. II, Lausanne, 1921, p. 630).

<sup>34</sup> Voir Annexe II, colonne 7, rubriques « S 2 » et « S 3 ».

<sup>35</sup> Première mention le 28 septembre 1337, avec le titre de *procurator et negociorum gestor generalis dominorum casane Sallionis* (ACS, Min. A 17, p. 132).

<sup>36</sup> Première mention le 11 juillet 1338 (n° 103). Il est encore mentionné le 18 décembre 1345 (prêt à un habitant de Chamoson ; ACS, Min. B 175, n° 11).

<sup>37</sup> Il y a lieu de mentionner encore, comme associé de *Constancii*, *Montegarello* et *Thome*, *Albinolo Marini*, cité en 1337 (ACS, Min. A 17, pp. 130-131), auquel succède *Jacominus Marini*, mentionné de 1345 (Min. A 19, p. 104) à 1349 (Archives de la bourgeoisie de Sion, tir. 164, n° 53).

<sup>38</sup> Le fait que les lombards de Saillon aient prêté parfois hors des limites du vidomnat d'Ardon-Chamoson (Vétroz, Magnot et Aven) ne change pas grand-chose à cela...

<sup>39</sup> Annexe III, nos 11, 25, 33, 55, 85, 88, 92, 93, 97, 120.

Chamoson <sup>40</sup>, et de celle de deux cordonniers du même lieu <sup>41</sup>, tous ces débiteurs sont des paysans. Une lecture rapide du minutier nous les montre qui vendent de la terre, en achètent, en louent ou en hypothèquent.

Nous connaissons le lieu de domicile de 118 de ces personnes : 111 habitent le vidomat d'Ardon-Chamoson <sup>42</sup> et les 7 autres demeurent dans la paroisse de Leytron <sup>43</sup>. Cette répartition s'explique par le fait que le notaire exerçait à Chamoson. On peut estimer approximativement et d'une manière indirecte quelle proportion de la population active représentent nos débiteurs. En 1329, Jean Sauthier reçoit les reconnaissances de ressortissants de Chamoson et d'Ardon en faveur du vidomne de ces lieux, François <sup>44</sup> : sur 64 personnes, 24 figurent parmi nos débiteurs (37,5 %) <sup>45</sup> ; en outre, 6 autres ont emprunté avant 1331 <sup>46</sup> (total : 46,8 %). Sur 129 personnes mentionnées dans un groupe d'actes relatifs à la Confrérie du Saint-Esprit de Chamoson (1326-1340) <sup>47</sup>, 34 figurent comme débiteurs dans nos reconnaissances de dette (26,3 %) <sup>48</sup> ; 9 autres ont emprunté avant 1331 <sup>49</sup> (total : 33,3 %). Ainsi, un bon tiers de ces personnes ont sollicité les prêteurs de Leytron et de Saillon. Bien que vague, cette donnée paraît assez vraisemblable.

Les emprunts se contractent d'habitude individuellement. On constate cependant 12 emprunts collectifs <sup>50</sup>, dont 10 sont le fait de membres d'une même famille : époux, parents et enfants, frères et sœurs.

Les trois-quarts de nos paysans n'ont emprunté qu'une fois entre 1331 et 1340. Parmi les autres, 24 se sont adressés deux fois aux lombards et 8 les ont sollicités à trois reprises <sup>51</sup>. Dans 12 cas, les créanciers ont été d'abord les lombards de Leytron, puis ceux de Saillon <sup>52</sup>. La durée qui s'écoule entre deux de ces emprunts est généralement de 2 à 3 ans (24 cas) ; dans 7 cas, elle est inférieure à une année, et dans 9 cas, elle varie de 3 à 7 ans.

Parmi les 121 débiteurs mentionnés dans nos reconnaissances de dette, 87 paraissent donc n'être que des clients accidentels des lombards ; 33 autres les fréquentent assez régulièrement.

<sup>40</sup> Annexe III, n° 46.

<sup>41</sup> Annexe III, n° 89.

<sup>42</sup> Voir Annexe III. La répartition détaillée est la suivante : Chamoson : 80 ; Ardon : 24 ; Eimia : 1 ; Saint-Pierre-de-Clages : 6.

<sup>43</sup> Voir Annexe III. Le détail est le suivant : Leytron : 6 ; Montagnon : 1.

<sup>44</sup> ACS, Min. A 10, pp. 314-316.

<sup>45</sup> Voir Annexe III, les personnages dont le nom est suivi de la lettre A.

<sup>46</sup> Il s'agit de *Anthonia Thiebora*, *Martinodus Ansermi de la Possy*, *Petrus dou For*, *Girolodus de Merdesson*, *Willermus Guichot*, *Willermus de Pomer*.

<sup>47</sup> Archives communales de Leytron, A 1 ; anc. cote : D 125.

<sup>48</sup> Voir Annexe III, les personnages dont le nom est suivi de la lettre B.

<sup>49</sup> Il s'agit de *Willermus Auczent*, *Blanchodus dou Fossal*, *Johannes Buschat*, *Michael Jordani*, *Willermus de Glarez*, *Anthonia Lumbarda*, *Johannes de Mercol*, *Willermus Endruz*, *Johannes Margarete*.

<sup>50</sup> Nos 11, 12, 14, 26, 73, 89, 95, 99, 130, 132, 139, 149.

<sup>51</sup> Voir Annexe III, les personnages dont le nom est suivi de deux ou de trois chiffres de renvoi.

<sup>52</sup> Voir Annexe III, les personnages dont le nom est suivi de la lettre C.

## II. LA RECONNAISSANCE DE DETTE

La reconnaissance de dette n'est pas un contrat mutuel, mais un aveu (*confessio*) qui entraîne pour le reconnaissant certaines obligations.

Dans le registre de Jean Sauthier, ces actes revêtent une forme extrêmement résumée ; pour leur expédition, le notaire se sert comme modèle du premier d'entre eux <sup>53</sup>.

### 1. Le contenu de l'acte

Constitué devant le notaire, le bénéficiaire du prêt reconnaît devoir au prêteur une somme d'argent, qu'il atteste avoir reçue en espèces <sup>54</sup>. Il s'engage, sous l'obligation de l'ensemble de ses biens, à rembourser intégralement le montant reconnu, et ce à une date toujours précisée <sup>55</sup>.

Dans le cas où il n'aurait pas payé à l'échéance, le débiteur promet une somme d'argent, la *pena* ; celle-ci est généralement fixée pour chaque semaine de retard, mais parfois aussi par quinzaine ou par mois <sup>56</sup>. A cela s'ajoutent les frais causés au créancier par la négligence du retardataire.

L'exécution du dispositif est garantie par des cautions (*fideiussores et obsides*) présentées par le débiteur <sup>57</sup> ; ce dernier a, dans un autre acte, promis de les indemniser en cas d'action des lombards contre elles <sup>58</sup>. Les garants s'engagent <sup>59</sup>, au cas où le remboursement n'aurait pas eu lieu à l'échéance, à « tenir l'otage » (*tenere ostagium*) en un endroit précis, pendant huit jours consécutifs. Ils doivent ensuite procurer au créancier des gages transportables (*vadia ductibilia vel portabilia*), qui seront vendus jusqu'à concurrence

<sup>53</sup> Il y renvoie explicitement : *fiat ut in prima carta Johannis Buschat* (ACS, Min. A 10, p. 193), ou *fiant omnes carte predictae ut illa Johannis Buschat* (*ibid.*, p. 195). Voir Annexe I, où nous donnons la transcription intégrale de la reconnaissance de dette de *Johannes Buschat*, accompagnée d'un exemple de la formule abrégée que l'on trouve habituellement dans le minutier.

<sup>54</sup> Il s'agit toujours de monnaie mauricioise.

<sup>55</sup> A l'exception de quelques cas, où le remboursement se fera à la demande du créancier (*ad requisitionem*) : nos 6, 46, 80.

<sup>56</sup> Au lieu de s'engager à payer la *pena*, le débiteur promet parfois de « faire le gré » du créancier (*facere gratum*) ; cette formule se généralise à Saillon à partir de mars 1340 (nos 143-151, 153-154). Dans d'autres cas, il s'engage à *ex tunc in antea omnia dampna, gravamina, missiones et expensas que et quas predicti creditores facerent* (...) resarcire (nos 46, 73, 80).

<sup>57</sup> Sur les cautions dans le droit valaisan, voir G. GHICA, *Aperçu historique des sûretés personnelles en Valais*, dans *Annales Valaisannes*, 2<sup>e</sup> série, Sion, 1974, pp. 133-140. Voir aussi J. F. POUDRET et G. PARTSCH, *Les sûretés personnelles d'après les sources suisses du Moyen Âge*, dans *Recueils de la Société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions*, t. XIX, Bruxelles, 1971, pp. 483-652, ainsi que J. J. LEU, *Le cautionnement dans le Pays de Vaud (XII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles)*, Lausanne, 1958.

<sup>58</sup> Voir par exemple ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, pp. 15, 34, 37 et 63 ; ACS, Min. A 10, pp. 170 et 171.

<sup>59</sup> Cet engagement est toujours solidaire (*in solidum*).

de la somme reconnue et des frais divers qui s'y ajoutent. Si les biens du débiteur ne suffisent pas, les garants abandonneront les leurs dans le même but. On les considère donc comme d'authentiques co-débiteurs <sup>60</sup>.

## 2. Aspects de la pratique

Les emprunts enregistrés dans le minutier de Jean Sauthier ont généralement lieu le samedi ou le dimanche (respectivement 27 et 50 cas) <sup>61</sup>. Les remboursements sont prévus pendant toute la semaine, avec une certaine préférence pour le début <sup>62</sup>. Ils tombent généralement sur une fête importante, comme l'Assomption (21 cas) ou la Toussaint (19 cas) <sup>63</sup>. La durée moyenne du prêt est de sept mois et demi ; les plus longs courent une année et le plus bref est concédé pour 35 jours.

Le notaire reçoit parfois les débiteurs dans des lieux publics : ainsi à Chamoson la chapelle et la place Saint-André, ou la place de la Croix-de-Monthey (47 cas). Il le fait souvent dans une maison, ou devant elle, sur la rue. Il peut s'agir de celle du créancier, du débiteur ou du notaire (17 cas), mais dans la plupart des cas elle appartient à un tiers (79 cas) <sup>64</sup>.

En général, le débiteur offre la caution de deux fidéjusseurs (67 cas) ou d'un seul (61 cas), mais ils peuvent être trois (17 cas) ; dans trois cas, il n'y en a aucun <sup>65</sup>. Ils ne sont que très rarement parents du débiteur. Il en va de même des témoins, qui peuvent être deux (71 cas) ou trois (77 cas). *Ruffinus* demande que l'otage se tienne à Martigny ; ses fils choisissent Chamoson ; les lombards de Saillon le convoquent dans leur bourg.

## III. CAPITAL, INTÉRÊTS ET VERSEMENTS ACCESSOIRES

Lorsqu'il contracte un emprunt, le débiteur s'engage non seulement au remboursement de la somme qu'il reconnaît avoir reçue, mais aussi à celui de certains autres montants ; de plus, la somme reconnue ne correspond pas

<sup>60</sup> La *fidejussio* donnait lieu à de nombreux procès, soit entre fidéjusseurs et créanciers, soit entre fidéjusseurs et débiteur principal. Voir par exemple, aux Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice, deux registres de « clames » de la métairie abbatiale de Bagnes (1328 et 1344), contenant un grand nombre de plaintes portées par les lombards de Sembrancher et des garants contre leurs débiteurs (ces registres ne sont pas cotés).

<sup>61</sup> Le dimanche est le jour où les paysans « ont le temps » de voir leur notaire. Pour les autres jours de la semaine, le détail est le suivant : lundi : 14 cas ; mardi : 16 ; mercredi : 13 ; jeudi : 14 ; vendredi : 14.

<sup>62</sup> Le détail est le suivant : dimanche : 22 cas ; lundi : 25 ; mardi : 24 ; mercredi : 21 ; jeudi : 16 ; vendredi : 20 ; samedi : 14.

<sup>63</sup> D'autres fêtes sont assez souvent prises en considération : Saint-Michel (29 septembre), Saint-Jean-Baptiste (29 juin), Sainte-Marie-Madeleine (22 juillet).

<sup>64</sup> On remarquera le grand nombre d'actes passés dans ou devant la maison de feu Jean de Monthey, donzel, et celle de feu *Perronetus de Ruppe*, à Chamoson.

<sup>65</sup> Dans les actes nos 13 et 111, il n'est fait aucune mention de fidéjusseurs. Dans le n° 26, il semble que ce soient les débiteurs qui s'engagent à *tenere pactum apud Chamoson*.

nécessairement à celle qu'il a réellement eue. Le problème principal est d'isoler et d'évaluer cette dernière, en la dégageant des montants accessoires qui se sont greffés sur elle au moment du remboursement.

### 1. Le montant de la somme reconnue

Le montant total des sommes reconnues dans nos 148 documents atteint 276 livres 11 sous et 4 deniers : le montant moyen est donc de 1 livre 17 sous et 4 deniers. La somme la plus basse est de 8 sous et 8 deniers, et la plus élevée, de 8 livres 6 sous et 6 deniers. Le 83,7 % des sommes reconnues sont inférieures à 4 livres ; la moyenne se monte alors à 1 livre 8 sous et 10 deniers. On constate assez souvent des sommes de 12 à 14 sous, de 1 livre 4 sous et 1 livre 5 sous. La plus haute fréquence a lieu pour la somme de 1 livre 7 sous et 6 deniers <sup>66</sup> (voir fig. 2).

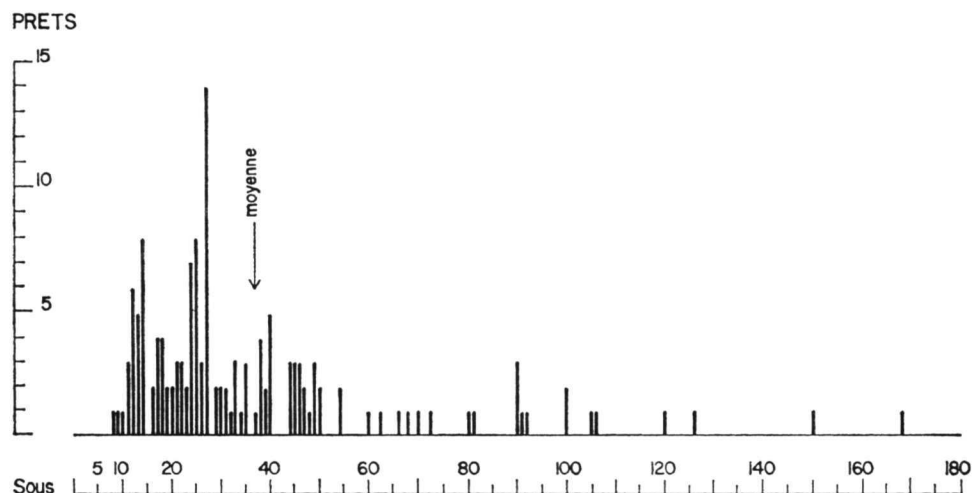


Fig. 2. — Répartition des prêts en fonction de leur montant.

Le montant moyen de la somme reconnue est donc relativement bas en valeur absolue. Que représente-t-il par rapport au prix des biens que ces paysans peuvent avoir à se procurer ? A l'époque et dans la région considérée, le muid de seigle vaut en moyenne 14 à 15 sous mauriçois <sup>67</sup> ; le muid

<sup>66</sup> Cette somme est empruntée 12 fois, toujours pour une durée d'une année, tant à Leytron qu'à Saillon ; nous ne voyons pas ce qu'elle représente (nos 28, 37, 50, 51, 59, 66, 67, 71, 78, 81, 82, 121).

<sup>67</sup> Il vaut 12 sous en 1326 (ACS, Min. A 10, p. 197) et 16 sous en 1339 (ACS, Min. B 2, p. 7, deux documents). Noter qu'en 1302, il valait 18 sous (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 139).

représente une quantité de céréales importante, de l'ordre de 500 à 700 litres probablement<sup>68</sup>. Il est impossible de connaître le prix de la terre : les actes de vente enregistrés par Sauthier ne contiennent aucun renseignement sur les surfaces vendues. En revanche, la récolte de l'herbe de deux « seyteurs » de pré à Chamoson pendant quatre ans vaut 14 sous en 1326<sup>69</sup> ; cette surface correspond à environ 60 ares<sup>70</sup>. En 1328, le prix d'un cheval (*runcinus*) est, à Chamoson, de 1 livre et 17 sous<sup>71</sup>. Ces données suffisent à montrer que, comparé aux dépenses de la vie quotidienne, le montant moyen des sommes reconnues par nos débiteurs est assez considérable.

## 2. La « *pena* » et autres frais en cas de retard

Si le débiteur ne rembourse pas sa dette à l'échéance prévue, le créancier a droit à des intérêts moratoires, destinés à compenser l'immobilisation d'un capital qui pourrait être investi ailleurs : c'est ce que notre notaire appelle la *pena*.

La *pena* est déterminée conventionnellement, selon un taux fixe ; l'unité de temps du retard est généralement la semaine ; lorsqu'elle est précisée, l'unité financière de référence est la livre. La *pena* est donc fixée à tant par semaine de retard et par livre.

Nous constatons, dans le minutier de Jean Sauthier, l'existence de deux taux différents<sup>72</sup>. Les lombards de Leytron prévoient le versement d'un denier et demi par semaine et par livre ; ceux de Saillon exigent deux deniers. En termes modernes, nous avons respectivement des taux de 32,5 % et de 43,3 % à l'année. L'application par les lombards de Leytron du taux de 32,5 % n'entre en vigueur qu'avec l'apparition des fils de *Ruffinus* ; ce dernier pratiquait le 43,3 %. Jean et ses frères ont peut-être abaissé le barème de l'intérêt moratoire pour améliorer leur position face à la concurrence potentielle des lombards de Saillon. À titre de comparaison, on a constaté à Morat, au début du XV<sup>e</sup> siècle, que le 32,5 % était un taux de faveur accordé aux bourgeois, les « étrangers » étant tenus au 43,3 %<sup>73</sup>.

<sup>68</sup> Il s'agit d'un ordre de grandeur très approximatif, fondé sur les recherches des historiens vaudois. Voir O. DESSEMONTET, *La seigneurie de Belmont au Pays de Vaud (1154-1553)*, Lausanne, 1955, pp. 246-250 ; F.-O. DUBUIS, *Lonay, paroisse rurale du diocèse de Lausanne avant 1536*, Lausanne, 1963, p. 12 ; R. DÉGLON, *Yverdon au Moyen Âge (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles). Étude de la formation d'une commune*, Lausanne, 1949, p. XXI. Cet ordre de grandeur est sans doute trop élevé. C'est l'impression qui ressort de l'étude attentive des comptes de l'hospice du Grand Saint-Bernard (voir note 4) ; nous remercions M. Pierre Reichenbach pour cette information.

<sup>69</sup> ACS, Min. A 10, p. 221.

<sup>70</sup> Évaluation approximative. Voir F.-O. DUBUIS, *La Maison du Diable, ancienne maison de campagne des Supersaxo, à Sion*, dans *Vallesia*, t. XXIX, Sion, 1974, p. 120.

<sup>71</sup> ACS, Min. A 10, p. 237 ; il ne s'agit pas d'un cheval de luxe.

<sup>72</sup> On trouvera toutes les données utiles dans l'Annexe II, colonne 6.

<sup>73</sup> Voir J. NIQUELLE, *Les prêteurs juifs de Morat à la fin du Moyen Âge*, dans *Nouvelles Etrennes Fribourgeoises*, 60<sup>e</sup> année, Fribourg, 1927, p. 97.



Il arrive le plus souvent que, au lieu de déterminer le montant hebdomadaire de la *pena* pour une livre, nos lombards le déterminent en fonction directe du montant reconnu. Il est alors possible de reconstituer leur mode de calcul : nos banquiers se servaient probablement d'une table à deux colonnes, la première comportant les sommes reconnues et la seconde, la *pena* correspondante. L'unité monétaire la plus petite du système en usage est la *pogesia*, valant un quart de denier. Chez les lombards de Leytron, une *pogesia* de *pena* correspond à une somme de 40 deniers ; chez ceux de Saillon, elle correspond à 30 deniers. On obtient alors les tables suivantes :

#### Leytron

Somme reconnue	<i>Pena</i>
40 deniers	1 <i>pogesia</i>
80	2
120	3
160	4
200	5
240	6

#### Saillon

Somme reconnue	<i>Pena</i>
30 deniers	1 <i>pogesia</i>
60	2
90	3
120	4
150	5
180	6
210	7
240	8

Lorsque le montant de la somme reconnue ne correspond pas exactement à l'une des divisions de la première colonne de la table, il est arrondi à la division la plus proche. A Saillon, par exemple, on arrondit une somme de 13 sous et 5 deniers à 12 sous 6 deniers, à quoi correspond la *pena* indiquée de 1 denier et 1 *pogesia*. Appliqué strictement à Saillon, ce système l'est plus soupagement à Leytron, où les mailles du filet sont plus larges : on a tendance à se porter régulièrement vers le montant supérieur <sup>74</sup>.

Même s'il est indemnisé ainsi pour l'immobilisation de son argent, le lombard doit encore faire face à divers frais lors de la récupération de son bien : frais de vente aux enchères des gages, frais de saisie, frais de justice éventuels. Tout ceci passe sous la dénomination vague de *dampna, missiones* (...) et *expense* ; il est spécifié que le débiteur doit se fier, pour leur estimation, à la parole du créancier (*simplici verbo credere*).

<sup>74</sup> La manière de calculer la *pena* montre que la monnaie mauricoise est encore utilisée communément dans notre région entre 1331 et 1340. Ce n'est probablement plus le cas en 1356, date à laquelle les hommes de Riddes, de Leytron et de Fully se plaignent au comte de Savoie du fait que ses officiers exigent le paiement des redevances en sous mauricois, *qui non reperiantur* ; ils demandent de pouvoir payer en florins de bon poids, au cours de 6 sous et 8 deniers mauricois (J. GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, 8 vol., dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse Romande*, 1<sup>re</sup> série, t. XXIX-XXXIII et XXXVII-XXXIX, Lausanne, 1875-1884 et 1893-1898, vol. 5, p. 149).

### 3. Capital et intérêts

La morale économique de l'Eglise médiévale interdit l'usure, ce terme recouvrant pour elle tout ce qui dépasse la somme prêtée : le prêt, et particulièrement le prêt de consommation, doit être gratuit <sup>75</sup>. Les prêteurs professionnels ne s'arrêtent pas à ce sentiment : pour eux, l'argent est quelque chose qui se loue ; son loyer est ce que nous appelons l'intérêt.

Si la théorie est relativement claire, la pratique l'est beaucoup moins, en raison de la discrétion des documents financiers sur le montant des intérêts ; d'innombrables techniques ont été inventées pour détourner l'interdiction ecclésiastique. L'une d'elles doit retenir notre attention : elle consiste à reconnaître une dette dont le montant est la somme du capital prêté et des intérêts dus jusqu'à l'échéance <sup>76</sup>. Peut-on l'appliquer à nos reconnaissances de dette ?

En 1330, le comte de Savoie prend, à la suite de plaintes, des mesures administratives contre les lombards de Saint-Maurice et de Saillon <sup>77</sup>. Entre autres griefs des habitants de ces châtellenies, nous apprenons que lorsqu'ils demandent aux banquiers de leur montrer les documents prouvant leurs dettes, dans le but de *computare de sorte, interesse et pena promissis per eos et satisfacere de eisdem*, ils constatent parfois que leurs créanciers ont changé le montant de la somme reconnue, *ut sic ex maiori tempus transcurso, maiores usuras exigant, seu que, pene nomine, adhiciunt in obligationibus eorum*. Si l'augmentation du montant des *usuræ* provoque celle du montant de la somme reconnue, on doit conclure que l'intérêt y est compris.

Lorsque nos lombards acquittent une dette, ils usent d'une expression curieuse, donnant quittance *de uno debito X solidorum vel circa, unacum omnibus mutis, penis vel usuris* <sup>78</sup>. Pourquoi une expression si vague ? On a l'impression que le créancier ne possède pas, dans ses comptes, le montant exact de la somme prêtée, mais seulement celui qui figure dans la reconnaissance. Dès lors ce chiffre imprécis (*vel circa*) ne serait-il pas déduit approximativement de la somme reconnue, par soustraction des intérêts ?

<sup>75</sup> Sur la théorie canonique et scolastique de l'usure, voir B. J. NELSON, *The idea of usury*, Oxford, 1949 ; J. T. NOONAN, *The scholastic analysis of usury*, Cambridge (Mass.), 1957 ; T. P. MAC LAUGHLIN, *The teaching of the canonists on usury (XII<sup>th</sup>, XIII<sup>th</sup>, XIV<sup>th</sup> cent.)*, dans *Medieval Studies*, t. I, 1939, pp. 81-147, et t. II, 1940, pp. 1-22. Sur la notion d'usure telle qu'elle apparaît dans des enquêtes faites au cours de procès pour fait d'usure à Pistoie à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, voir A. SAPORI, *L'usura nel Duecento a Pistoia*, dans A. SAPORI, *Studi di Storia economica (Secoli XIII-XIV-XV)*, 3<sup>e</sup> édition, vol. I, Firenze, 1955, pp. 181-189. Sur la lutte contre l'usure dans le diocèse de Sion, voir J. GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, vol. 3, pp. 434-435.

<sup>76</sup> Exemples pratiques dans A. SAPORI, *I mutui dei mercanti fiorentini del Trecento e l'incremento della proprietà fondiaria*, dans A. SAPORI, *op. cit.*, vol. I, pp. 196-198. Voir aussi R. W. EMERY, *The Jews of Perpignan in the thirteenth century. An economic study based on notarial records*, New York, 1959, pp. 84-86 ; l'auteur indique qu'à Perpignan, cette pratique était officiellement autorisée depuis 1269 (p. 84).

<sup>77</sup> J. GREMAUD, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, vol. 5, pp. 475-478.

<sup>78</sup> Voir, par exemple, ACS, Min. A 10, pp. 170, 271, 279, 286, 298 et 379.

Si ces textes ne permettent pas une conclusion sûre, ils n'interdisent pas de penser que les intérêts sont compris dans la somme reconnue. Sur la base de cette hypothèse, on peut essayer d'isoler dans ces montants le capital et les intérêts. Nous avons pratiqué de tels essais sur des emprunts remboursables à l'échéance d'une année. Le résultat est le suivant :

<i>N°</i>	<i>Casane</i>	<i>Somme reconnue</i>	<i>Capital</i>	<i>Intérêt</i>	<i>Taux (°/o)</i>	<i>Taux « réel »</i>
9	Leytron	4 L 12 s	4 L	12 s	15	3 s /L/ an
25	Leytron	1 L 1 s	18 s	3 s	16 2/3	3 s 4 d /L/ an
28	Leytron	1 L 7 s 6 d	1 L 5 s	2 s 6 d	10	2 s /L/ an
43	Leytron	14 s	10 s	4 s	40	8 s /L/ an
43	Leytron	14 s	12 s	2 s	16 2/3	3 s 4 d /L/ an
49	Leytron	2 L 14 s	2 L	14 s	35	7 s /L/ an
105	Saillon	1 L 9 s 2 d	1 L 5 d	4 s 2 d	16 2/3	3 s 4 d /L/ an
123	Saillon	14 s	10 s	4 s	40	8 s /L/ an
123	Saillon	14 s	12 s	2 s	16 2/3	3 s 4 d /L/ an
127	Saillon	1 L 7 s	1 L	7 s	35	7 s /L/ an
128	Saillon	2 L 6 d	1 L 10 s	10 s 6 d	35	7 s /L/ an
135	Saillon	7 L 10 s	6 L	1 L 10 s	25	5 s /L/ an
136	Saillon	5 L 5 s	3 L 15 s	1 L 10 s	40	8 s /L/ an
136	Saillon	5 L 5 s	4 L 10 s	15 s	16 2/3	3 s 4 d /L/ an
139	Saillon	13 s	10 s	3 s	30	6 s /L/ an

Le fait que, dans plusieurs cas, on puisse trouver deux taux plausibles pour le même emprunt (n°s 43, 123 et 136) montre bien la fragilité de nos propositions. De plus, la variation des taux de 2 à 8 sous par livre et par année est-elle concevable ? On remarquera cependant que cette variation n'est pas absolument anarchique : les taux obtenus constituent deux groupes bien distincts. Les uns sont relativement bas, atteignant en moyenne 15,4 °/o (soit pratiquement 3 sous par livre et par année), alors que les autres dépassent 30 °/o (35 °/o en moyenne, soit 7 sous par livre et par année).

Seule la comparaison avec d'autres ensembles de données permettra de résoudre le problème tel qu'il se pose en Valais.

#### IV. LA VARIATION MENSUELLE DES PHÉNOMÈNES

Les emprunts des paysans d'Ardon, de Chamoson et de Leytron correspondent évidemment à un besoin pressant d'argent liquide, dont on peut supposer qu'il ne se manifeste pas avec la même intensité tout au long de l'année. Pour vérifier cette hypothèse, il faut considérer la reconnaissance de dette comme un ensemble de données susceptibles de variation. Le cadre chronologique le plus favorable pour l'étude de cette variation est l'année ; nous choisissons comme cadre une année moyenne qui résume les données des dix années qui se succèdent de 1331 à 1340.

Considérant le fait même de l'emprunt ou du remboursement, nous étudierons leur fréquence au cours de l'année. Considérant le montant des sommes engagées dans ces opérations, nous nous demanderons si certaines périodes de l'année voient de gros emprunts, ou de gros remboursements, et si d'autres sont caractérisées par de petites opérations. Nous rappelons que les sommes indiquées ne sont probablement pas celles que les paysans ont réellement reçues, mais celles qu'ils reconnaissent devoir rembourser ; plus que les valeurs exactes exprimées dans les diagrammes qui suivent, il faut donc considérer leur mouvement relatif.

Nous nous limiterons ici à un commentaire des figures qui expriment la variation mensuelle des données.

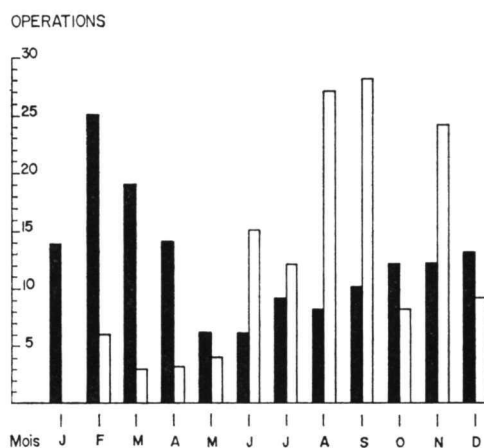


Fig. 3. — Fréquence mensuelle des prêts  
(en noir)  
et des remboursements (en blanc).

### 1. La fréquence des opérations

Les emprunts et les remboursements ont lieu à certains moments bien précis de l'année (voir fig. 3<sup>79</sup>).

Près de la moitié des emprunts (48,7 %) se produisent dans le premier tiers de l'année (maximum en février). Après le minimum de mai-juin, les fréquences augmentent légèrement. Si l'on considère chaque année séparément,

<sup>79</sup> Nous avons indiqué dans ce diagramme la somme des opérations (emprunt ou remboursement) des dix occurrences de chaque mois de 1331 à 1340 ; pour obtenir la moyenne mensuelle, il suffit de diviser l'échelle verticale par 10.

on constate que le maximum ne se situe pas toujours en février, mais parfois avant (janvier, en 1337 et en 1340), ou après (avril, en 1332) ; le minimum se déplace alors en proportion.

Les neuf dixièmes des remboursements<sup>80</sup> (88,6 %) ont lieu durant les sept derniers mois de l'année ; les autres trouvent place de février à mai. Août, septembre et, relativement, novembre, sont des mois de haute fréquence ; les minimums se situent en mars, avril et mai, avec une fréquence nulle en janvier et une nette poussée en février.

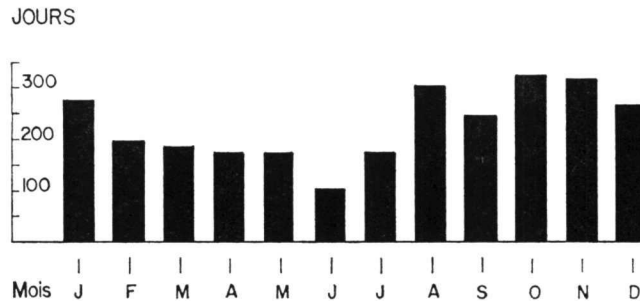


Fig. 4. — Variation de la durée des prêts en fonction du mois de leur octroi.

La fréquence des emprunts et celle des remboursements ont un mouvement inverse. L'étude de la durée du prêt montre que ce mouvement est intentionnel. Si l'on considère, pour chaque mois, la durée des prêts qui y ont été consentis, on constate que l'année moyenne comporte deux parties : de janvier à juin, les durées se raccourcissent, passant, en gros, de 9 à 3 mois et demi ; en juillet et août, elles croissent brusquement pour se stabiliser ensuite. Les lombards veulent, dans la mesure du possible, concentrer les remboursements dans le dernier tiers de l'année. Les prêts concédés jusqu'en juin se remboursent dans le dernier tiers de l'année en cours ; ceux de juillet, août et septembre arrivent à échéance dans la première moitié de l'année suivante ; enfin ceux d'octobre, novembre et décembre finissent en septembre et octobre de l'année suivante (voir fig. 4<sup>81</sup>).

<sup>80</sup> Il y a moins de remboursements que d'emprunts : certains sont prévus en 1341, hors des limites chronologiques de notre étude ; d'autre part, nous n'avons pas pris en considération dans cette statistique les remboursements prévus en plusieurs versements ; il en va de même pour les remboursements soumis à la demande (*ad requisitionem*) du créancier (nos 6, 46, 73, 76, 80, 100, 136, 144 et 154).

<sup>81</sup> Les données de ce diagramme ont été obtenues en divisant, pour chaque mois, la somme des durées (en jours) des prêts concédés au cours des dix occurrences de ce mois par le nombre de prêts considérés.

## 2. Le mouvement général des capitaux

Les reconnaissances de dette enregistrées par Jean Sauthier de 1331 à 1340 mettent en jeu une somme totale de 276 livres 11 sous et 4 deniers. Durant la même période, les créanciers ont prévu le remboursement de 251 livres 15 sous et 7 deniers (voir fig. 5 <sup>82</sup>).

Alors que près de la moitié du total prêté (48,7 %) l'est dans le premier tiers de l'année moyenne, le 5,3 % l'est en mai et juin, et le 45,7 % durant la seconde moitié de l'année. Se succèdent donc, pour les lombards, une période d'investissements élevés (maximum en février), une période de calme (minimum en juin) et une période d'investissements moyens (maximum en décembre).

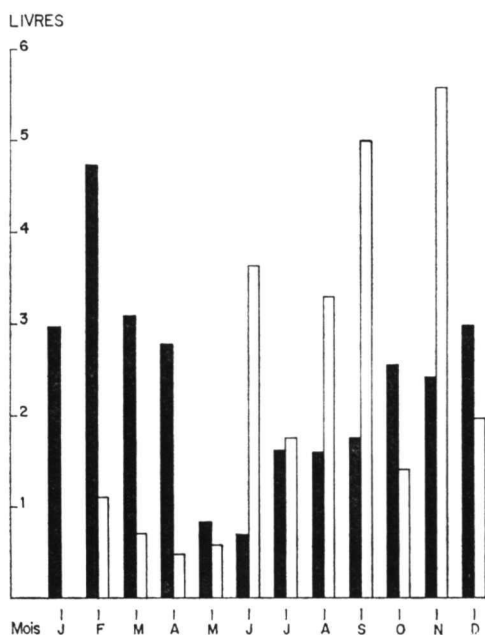


Fig. 5. — Mouvement mensuel des capitaux prêtés (en noir) et remboursés (en blanc).

Les créanciers escomptent récupérer un peu plus du dixième de leurs capitaux de février à mai (minimum en avril), et le reste à partir de juin, et surtout en juin, août-septembre et novembre (maximum). Il est évident que

<sup>82</sup> Les données de ce diagramme ont été obtenues en divisant, pour chaque mois, la somme totale des montants prêtés ou remboursés durant les dix occurrences de ce mois par 10.

cela correspond peut-être plus aux vœux des lombards qu'à la réalité : nous savons en effet que des retards se produisaient et pouvaient être longs <sup>83</sup>. L'intérêt de ces données est de montrer quand les créanciers prévoient le moment où la probabilité de remboursement effectif est la plus grande.

Nous sommes là en présence d'un mouvement inverse semblable à celui de la fréquence des opérations ; le phénomène s'explique comme dans ce dernier cas par la combinaison intentionnelle des dates de remboursement <sup>84</sup>.

### 3. La variation mensuelle du montant moyen des opérations

Il s'agit du montant moyen de la somme empruntée ou remboursée pendant chaque mois de l'année-type. Alors que les analyses précédentes nous donnaient le point de vue du créancier, celles-ci révèlent celui du débiteur (voir fig. 6 <sup>85</sup>).

Le diagramme qui représente le montant moyen des emprunts présente trois phases par rapport à la moyenne annuelle (égale à 1 livre 17 sous et 4 deniers). De janvier à avril, la moyenne mensuelle correspond exactement

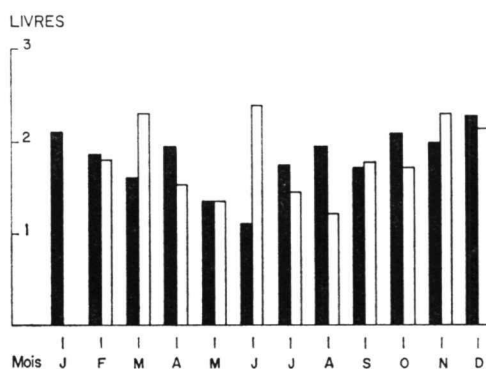


Fig. 6. — Variation mensuelle du montant moyen des prêts (en noir) et des remboursements (en blanc).

<sup>83</sup> Voir les registres de « clames » cités à la note 60. Il faut considérer aussi que le formulaire de la reconnaissance de dette prévoit le paiement d'avances, avant l'échéance (voir Annexe I) ; on peut d'ailleurs constater que la chose se pratiquait, grâce à un fragment du livre de compte de la casane de Conthey conservé aux Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice (document non coté) ; il semble cependant que le premier versement se faisait souvent quelques jours avant l'échéance !

<sup>84</sup> Voir fig. 4.

<sup>85</sup> Les données de ce diagramme ont été obtenues en divisant, pour chaque mois, la somme totale des montants prêts ou remboursés durant les dix occurrences de ce mois par le nombre de prêts ou de remboursements considérés.



à cette dernière ; en mai et juin, elle lui est inférieure (1 livre 4 sous et 6 deniers) ; de juillet à la fin de l'année, elle atteint pratiquement 2 livres (1 livre 19 sous et 9 deniers). Le maximum a lieu en décembre (2 livres 5 sous et 4 deniers) et le minimum en juin (1 livre 2 sous et 2 deniers).

Le diagramme des remboursements montre une alternance entre gros (février, mars, juin, novembre et décembre) et petits montants (avril, mai, juillet et août). Les sommes payées en septembre et octobre sont proches de la moyenne (égale à 1 livre 16 sous et 2 deniers). Le maximum intervient en juin et, relativement, en mars et novembre. Le minimum se situe en août et, dans une certaine mesure, en mai.

La comparaison de ces données montre que, de février à juillet et depuis octobre, le montant des remboursements dépasse celui des emprunts. La tendance ne s'inverse qu'en septembre.

Il est possible de préciser ces données en considérant séparément les opérations qui impliquent un montant déterminé (voir fig. 7, A et B).

Les emprunts inférieurs à une livre ont lieu surtout en février et en mars, ainsi que, dans une certaine mesure, en avril ; ils se remboursent surtout en août, mais aussi en juillet et en septembre.

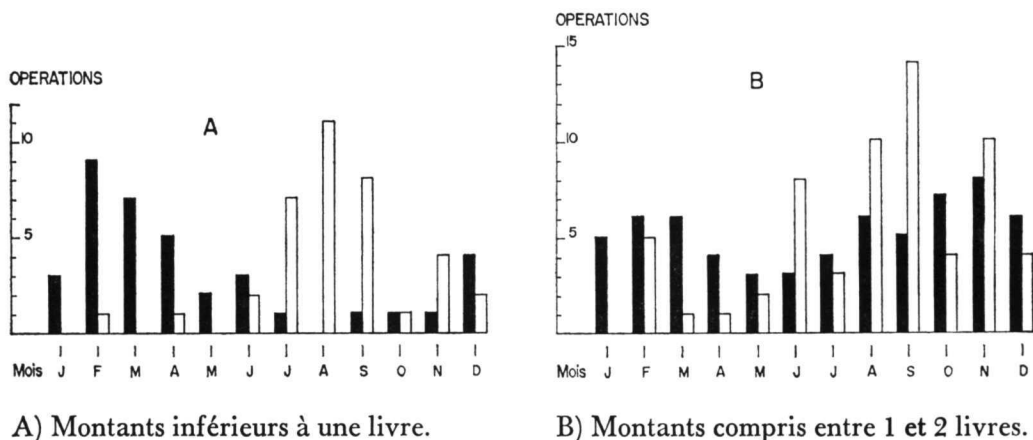


Fig. 7. — Fréquence mensuelle des prêts  
(en noir)  
et des remboursements (en blanc).

Les sommes comprises entre une et deux livres sont empruntées en février et mars, mais surtout en octobre et novembre ; leur remboursement a lieu en septembre généralement, mais aussi en février, juin, août et novembre.

Les cas sont trop peu nombreux pour permettre une analyse similaire des opérations portant sur des sommes supérieures à deux livres.

## V. ESSAI D'EXPLICATION

Entre 1331 et 1340, un tiers environ des familles habitant le vidomnat d'Ardon-Chamoson, ainsi que quelques autres domiciliées dans la paroisse de Leytron, ont eu recours à des prêteurs d'argent. Ces gens se trouvaient donc occasionnellement en face de dépenses que leur économie familiale ne leur permettait pas de supporter. Le problème fondamental est celui-ci : pour quelle raison empruntent-ils ? A quels besoins correspondent ces opérations financières ?

Ces besoins doivent, pour la plupart, être satisfaits rapidement : la brièveté des prêts montre qu'il ne s'agit pas de sommes investies dans des entreprises de longue durée ; la relative modicité des montants donne la même impression. D'autre part, ces besoins doivent être vitaux : tel qu'il est pratiqué par nos lombards, le prêt représente pour le débiteur une opération qui risque de le conduire à la ruine<sup>86</sup>. S'il accepte cette éventualité, c'est qu'il ne peut agir autrement.

Il existe deux types de besoins. Certains sont accidentels et peuvent survenir n'importe quand : frais de réparations aux bâtiments et à l'outillage agricole, remplacement d'une tête de bétail malade, constitution de dot<sup>87</sup>, frais de sépulture ou de mariage, frais de justice et amendes... D'autres en revanche sont cycliques, prévisibles à des dates relativement stables : il s'agit particulièrement de besoins alimentaires aux périodes de soudure<sup>88</sup> entre l'épuisement du stock familial et sa reconstitution ; il s'agit aussi de redevances diverses : taxes foncières dues au seigneur, dîme ecclésiastique, rentes versées à des particuliers... Nous ne pouvons considérer, vu le type de notre documentation, que le second groupe de besoins : notre source passe sous silence les motifs des emprunts, mais elle permet de constater dans l'histoire mensuelle des phénomènes un certain nombre de cycles. Il s'agit donc de voir s'ils correspondent au rythme des besoins que nous avons définis.

Il y a un parallélisme évident entre le rythme de la vie rurale et la variation de la fréquence des opérations d'emprunt et de remboursement. On emprunte surtout à la fin de la mauvaise saison, soit à la fin de l'hiver et au début du printemps : il s'agit de la période de soudure pour les stocks de grains. D'autre part, on rembourse généralement après la période des récoltes,

<sup>86</sup> On rencontre fréquemment des gens qui vendent des parts importantes de leurs biens ; tel s'avoue *in diversis debitis sub urgentibus usurarum voraginibus obligatus* (ACS, Min. A 17, pp. 136-137 ; il s'agit d'Aymonodus Alamant, donzel) ; tels autres disent *se et eorum hospiciū esse pluribus debitis ad usuras currentibus et aliter gravatos, nec habere bona mobilia unde solvere valeant debita supradicta* (ACS, Min. B 12, pp. 3-5 ; il s'agit de Jaquemodus et de Franciscus, fils ruinés de feu Cotinus de Verbier, riche bourgeois de Sion, mort entre 1325 et 1327).

<sup>87</sup> Dans notre région, les dots comportent souvent des sommes considérables, sources de fréquentes difficultés. Voir, par exemple, ACS, Min. A 10, pp. 268 (12 livres et 15 sous), 307 (10 livres), 319 (19 livres et 10 sous), 327 (16 livres), 434 (10 livres).

<sup>88</sup> Voir L. STOUFF, *Ravitaillement et alimentation en Provence aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Paris - La Haye, 1970, pp. 54 et 96.

une fois que la réserve est reconstituée et que l'on dispose de quelque surplus<sup>89</sup>. Nos diagrammes montrent aussi que les montants les plus fréquemment empruntés ou remboursés sont inférieurs à une livre.

Nous ne prétendons pas que tous les emprunts de sommes inférieures à une livre, contractés pendant la mauvaise saison et remboursés après les récoltes, sont la manifestation d'un besoin urgent de grains ; mais ce doit être le cas d'un bon nombre d'entre eux. La quantité de seigle que l'on peut se procurer à l'époque dans notre région pour une somme de 15 à 20 sous, y compris les intérêts de l'emprunt, permet probablement la fabrication du pain indispensable à un groupe de cinq adultes pendant trois mois environ<sup>90</sup>.

Dans ce contexte, il est probable que les achats de semences entrent aussi en ligne de compte : s'il ne reste plus de quoi manger, à plus forte raison n'a-t-on pas de quoi semer.

Se pose alors cette question : où nos paysans se procuraient-ils ce grain ? Il y avait dans la région quelques paysans plus riches en terres et disposant à la fin de l'hiver d'assez de grain pour en vendre une part<sup>91</sup>. Il est en tous cas certain que nos lombards avaient des stocks de céréales importants. En 1339 et en 1340, ceux de Saillon vendent à plusieurs reprises du seigle, par quantités d'un demi-muid à trois muids ; les achats ont lieu en mars, avril et mai. Les actes peuvent revêtir deux formes : ou bien l'acheteur reconnaît devoir une certaine somme *ratione unius modii siliginis habiti per eum et recepti* ; ou bien l'acheteur reconnaît devoir *vendam dimidii modii siliginis*<sup>92</sup>. Nous voyons aussi *Ruffinus* acheter 8 muids de seigle, payables par annuités d'un muid<sup>93</sup> ; son fils Jean vend du foin et un demi-muid de seigle<sup>94</sup>. Les lombards semblent donc pratiquer le commerce des céréales. Le fait n'a rien d'étonnant : on connaît les bénéfices remarquables que pouvait amener la spéculation sur les grains<sup>95</sup>. Dans le même ordre d'idées, on peut se demander si le fait que beaucoup de remboursements tombent à l'époque des récoltes céréalières (et cela d'une manière intentionnelle) n'indique pas un remboursement en nature. Nous n'en avons pas de preuve, mais indiquons que le

<sup>89</sup> Comparer nos données avec celles qu'ont réunies R. W. Emery, pour les paysans des régions de Perpignan et de Montpellier (*op. cit.*, pp. 64 et 65, tableaux), et V. Chomel pour ceux du Dauphiné (*art. cit.*, p. 244) ; l'interprétation qu'ils donnent de ces constats rejoint souvent la nôtre.

<sup>90</sup> Pour ces évaluations très approximatives, nous nous sommes aidés de L. STOUFF, *op. cit.*, p. 49, tableau 3, et p. 229. Voir nos notes 67 et 68.

<sup>91</sup> Par exemple, le 2 mai 1316, à Chamoson, *Roletus de Mar* reconnaît devoir à *Conodus de Prato* sept muids de seigle (ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, p. 32). Le 8 décembre 1336, *Martinodus de la Possyz*, de Chamoson, reconnaît devoir à *Martina*, femme de *Roletus Bertholeys*, la valeur de sept fichelins de *frumentum* qu'il a obtenus d'elle (ACS, Min. A 13, p. 479). En 1314 et 1316, *Nantermus de Ayent*, donzel, vend dans notre région de grosses quantités de *frumentum* ; voir ACS, Min. A 7<sup>bis</sup>, pp. 16 (10 muids), 28 (8 muids), 35 (12 muids).

<sup>92</sup> ACS, Min. A 10, p. 413 (deux actes : un demi-muid de seigle ; trois muids de seigle et un de *frumentum*) ; Min. A 13, p. 471 (1 muid de seigle) ; Min. B 2, p. 7 (deux actes : deux muids de seigle ; un muid de seigle).

<sup>93</sup> ACS, Min. A 10, p. 343 ; le vendeur est *Rolerius ly Wytan*.

<sup>94</sup> ACS, Min. A 10, p. 311.

<sup>95</sup> Voir par exemple L. STOUFF, *op. cit.*, pp. 55-56, 78-79.

5 octobre 1326, un habitant de Chamoson reconnaît à un autre ressortissant du lieu une dette de 17 sous ; il promet de rendre à la Toussaint la somme de 6 sous ou un demi-muid de seigle, et le reste en espèces à la Sainte-Marie-Madeleine<sup>96</sup>. Il ne s'agit pas de lombards, mais la chose se pratiquait dans la région, et elle est assez bien connue ailleurs<sup>97</sup>.

L'étude des fréquences montre que d'autres emprunts se contractent dans le dernier tiers de l'année ; nous avons vu qu'il s'agissait de sommes toutes proches des 2 livres. Ces emprunts doivent manifestement avoir une cause très différente de celle des premiers : ils se contractent en effet dans un moment de relative abondance, pendant et après les récoltes. Il ne semble pas qu'il y ait pour eux d'explication globale.

On peut imaginer qu'un certain nombre de ces emprunts visent à acheter du grain ou du vin, de manière à arrondir le stock alimentaire familial au moment où les denrées sont les moins chères ; on évite ainsi de devoir les acheter à la mauvaise saison, pour des prix probablement très supérieurs<sup>98</sup>. D'autres pourraient être expliqués par des achats de terres agricoles : elles sont meilleur marché après les récoltes et avant les premières semailles ou les premiers travaux viticoles. D'autres ont peut-être pour cause le paiement de redevances en retard : la fin de l'année est, pour le versement des taxes foncières et des rentes, la période habituelle (Saint-Martin d'hiver, le 11 novembre, et Noël, surtout). On peut envisager aussi des achats de bétail.

Les opérations impliquant des sommes supérieures à deux livres sont assez uniformément réparties et doivent donc relever de besoins accidentels ou exceptionnels.

A travers ces certitudes, ces hypothèses et ces questions, on saisit mieux le rôle du prêt de consommation dans le monde rural. Toutes les ressources vitales du paysan viennent de la terre ; mais sa tenure peut être trop petite, sa récolte médiocre ou abîmée : par l'emprunt, il peut survivre jusqu'aux prochaines moissons. Dans de nombreuses circonstances, l'emprunt permet probablement de sauver, au moins momentanément, l'équilibre très fragile de son exploitation. Les difficultés risquent évidemment de revenir en masse au moment du remboursement. C'est pourquoi nous pensons que les paysans qui empruntent à nos lombards ne sont pas parmi les plus pauvres tenanciers<sup>99</sup> (nous laissons de côté les « sans-terre », pauvres entre les pauvres...).

<sup>96</sup> ACS, Min. A 10, p. 197.

<sup>97</sup> Voir G. DUBY, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, t. II, Paris, 1962, pp. 492-493 ; G. DUBY et A. WALLON, *Histoire de la France rurale*, t. I, *La formation des campagnes françaises, des origines au XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1975, pp. 525-526.

<sup>98</sup> Voir les observations sur le Pays de Vaud du XVIII<sup>e</sup> siècle dans G.-A. CHEVALLAZ, *Aspects de l'agriculture vaudoise à la fin de l'Ancien Régime. La terre, le blé, les charges*, Lausanne, 1949, pp. 137-138. Voir aussi L. STOUFF, *op. cit.*, pp. 55-57.

<sup>99</sup> Il est peu vraisemblable que les lombards aient prêté à des gens insolvables par définition et auxquels on ne pouvait rien saisir. On notera d'ailleurs que la moitié (60) de nos débiteurs ont fonctionné au moins une fois comme garants ; il est clair que, plus encore que le débiteur principal, le garant doit, aux yeux du lombard, offrir toute la sécurité nécessaire.

On peut se demander aussi dans quelle mesure les crises agraires qui, dès les années 1310, secouent maintes régions d'Europe occidentale, n'ont pas affecté aussi le Valais, expliquant, en partie au moins, la situation de ces débiteurs.

A travers leur activité et le rôle important qu'elle joue, nous percevons aussi la position socio-économique des lombards. On les présente souvent comme des personnages détestés, mais indispensables ; c'est une question qu'il vaudrait la peine de reconsidérer. Nous pensons surtout, dans le cas qui nous occupe, à *Ruffinus Barbafalla* et à ses fils : ils donnent, à travers ce que l'on sait de leur activité extraprofessionnelle, l'impression d'être intégrés à la population de Leytron et d'y jouer un rôle de petits notables<sup>100</sup>. Ce n'est pas du tout le cas des lombards de Saillon, ni de leurs collègues de Conthey, de Martigny, de Sembrancher ou de Saint-Maurice : ce sont des spécialistes, des hommes de ville ; ils vivent entre eux ; s'ils ont des terres, c'est ensemble ; signe caractéristique, ils n'acquièrent que très rarement la bourgeoisie du lieu où ils résident ; il arrive parfois qu'ils fassent souche, mais leurs descendants ne s'occupent généralement plus de finances<sup>101</sup>.

Il ne reste plus maintenant qu'à souhaiter les études d'histoire rurale du Valais « savoyard » qui permettront de disposer à leur juste place les éléments que nous apportons.

<sup>100</sup> Voir note 20.

<sup>101</sup> Voir par exemple notre article sur *Raymundinus de Montevitulo, lombard et bourgeois de Saint-Maurice à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Annales valaisannes*, 2<sup>e</sup> série, Sion, 1976, pp. 131-139.

## ANNEXE I

*Reconnaissance de dette par Johannes Buchat, de Chamoson, en faveur de Perrinodus Garreti, le 20 décembre 1324 (ACS, Min. A 10, pp. 192-193)*

Anno Domini M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> XX<sup>o</sup> III<sup>o</sup>, indicione VIII<sup>a</sup>, XIII<sup>o</sup> kal. januarii, apud Chamoson, in domo Johannis Buschat, in presencia mei notarii et testium subscriptorum, propter hoc specialiter constitutus dictus Johannes Buchat. Idem confessus fuit ex certa sciencia sua se debere Perrinodo Garreti, lumbardo, civi Astansi (!), et suis sociis mercatoribus apud Martignye morantibus, XXVII solidos et sex denarios bonorum mauriciensium eidem traditos in bona pecunia numerata, exceptioni non numerate pecunie, non habite, non recepte, spei future numerationis penitus renunciando. Quam vero summam pecunie promisit dictus Johannes per pactum et juramentum et cetera<sup>102</sup>, et sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium et immobilium, presencium et futurorum, quorumcumque sint, integre persolvere dictis mercatoribus vel eorum certo nuncio<sup>103</sup> presens instrumentum deferenti integre persolvere in festo Omnium Sanctorum proxime venturo, et ex tunc in antea dare et solvere in qualibet septimana duos denarios et treus poysse<sup>104</sup> mauriciensium nomine pene quamdiu dictam pecuniam detinebit. Dampna quidem, missiones, interesse et expense que et quas dicti mercatores vel eorum predictus certus nuncius, a dicto termino in antea, pro recuperatione dicte summe pecunie et pene sustinuerint et fecerint, promisit eisdem totaliter resarcire et eorum vel alterius ipsorum, super hiis simplici verbo credere, omni alia probatione cessante. De quibus autem predictis firmiter adtendendis, constituerunt se et obligaverunt in manibus dictorum mercatorum vel eorum predicti nuncii fidejussores et obsides, scilicet Johannes Agnetis de Charreres, senior, [et]<sup>105</sup> Cristinus de Ues, quilibet ipsorum in solidum. Qui promiserunt per pactum et juramentum et cetera<sup>106</sup> ac sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium et immobilium, presencium et futurorum, quorumcumque sint, elapso dicto termino, ad requisitionem dictorum mercatorum vel eorum predicti nuncii apud Martignye tenere personaliter ostagia per VIII<sup>o</sup> dies continuos, et postea ibidem reddere et deliberare dictis mercatoribus vel eorum predicto nuncio bona vadia ductibilia vel portabilia, custodita, de quibus venditioni expositis dicta summa pecunie cum pena, dampnis, missionibus, interesse et expensis integre poterit inveniri penitus et haberi. Voluerunt autem et concesserunt quod, nulla solutionis vel quitationis facta probatione, adveniendum contra presens instrumentum eisdem prodesse valeat, et dictis mercatoribus obesse, nisi ostenderetur presens instrumentum cancellatum. Dederunt eciam dictis mercatoribus et concesserunt liberam potestatem quod ipsi, per se vel per suum nuncium, sua propria auctoritate, de bonis ipsorum,

<sup>102</sup> Le notaire abrège les formules courantes.

<sup>103</sup> Le *nuncius* est un personnage présent dans la hiérarchie de toutes les casanes, chargé de représenter les associés principaux ; il paraît occuper un rang inférieur à celui du *negociorum gestor*, doté de responsabilités plus étendues.

<sup>104</sup> En langue vulgaire pour *tres pogesias* ?

<sup>105</sup> Nous ajoutons ce *et*, pour des raisons évidentes.

<sup>106</sup> Voir note 102.

ubicumque fuerint, capere possint et vendere ad valorem predictorum, aut ipsos ad solutionem predictorum faciendam compellere coram quocumque iudice ecclesiastico vel seculari, sub quacumque iurisdictione, dominio et loco illos<sup>107</sup> poterint reperire et possunt illum quem voluerint de predictis sine aliorum requisitione de toto convenire et exigere ; nec potest unus ipsorum per alios se super hoc excusare. Voluerunt etiam dicti debitor et fidejussores quod solutio vel solutiones que fient ante integram solutionem predictorum prius computentur in dampnis, missionibus et expensis, quam in sorte. Renuntiantes siquidem in hoc facto dicti debitor et fidejussores, suis predictis juramentis, omni exceptioni doli mali, metus in factum et sine causa actioni, conditioni, lesioni et deceptioni, libelli oblatis, litis contestationi, presentis instrumenti transcripti petitioni, epistule divi Adriani et legi de tempore quadrimestri, beneficio actionum dividendarum, presente utroque constitutioni, juri quod prius conveniat principalis quam fidejussor, nove constitutioni de fidejussione, omnique alii exceptioni et juri canonici et civili, scripto et non scripto seu consuetudinario, per quam possent venire contra predicta vel aliquid predictarum, juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. Testes : Johannes, filius predicti Johannis Buschat ; Perrodus Sutor ; Johannodus de Glatignye, custos. Et ego Johannes Salterus et cetera<sup>108</sup>.

*Reconnaissance de dette par Perrodus Salamyn, senior, de Chamoson, en faveur de Perrinodus Garreti, le 29 septembre 1325 (ACS, Min. A 10, p. 193)*

Anno Domini M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> XXV<sup>o</sup>, ind. IX<sup>a</sup>, III<sup>o</sup> kal. octobr., apud Chamoson, ante domum Johannete Preverangi, in presencia mei notarii et testium subscriptorum propter hoc specialiter constitutus Perrodus Salamyn, senior, de Chamoson. Dictus Perrodus confessus et cetera Perrino Garreti et cetera ut supra, quatuordecim sol. et X den. maur.. Renuncians et cetera. Et pro qualibet septimana III ob. nomine pene et cetera. Fideiussores : Willermus Aucent et Cristinus de Ues, quilibet in solidum. Solvere in festo Assumptionis Beate Marie proxime venturo. Testes : Jaquemetus Jullyane, Willermerius deys Glarez, Johannodus Forester, et ego quo supra.

Fiat ut prima carta Johannis Buschat.

<sup>107</sup> Erreur du notaire pour *quos* ?

<sup>108</sup> Voir note 102.



## ANNEXE II

*Tableau synoptique des reconnaissances de dette*

- Remarques :* — Dans la première colonne, les n<sup>os</sup> 1, 2, 60, 90, 106, 115 et 116 n'existent pas.
- La cote des documents (colonne 2) est donnée de la manière suivante : Minutier (A 10, A 13 ou B 2), page et numéro d'ordre dans la page.
- La *pena* (colonne 6) est indiquée en deniers par semaine (h), quinzaine (q) ou mois (m), et par livre (L) s'il y a lieu.
- Les créanciers sont indentifiés de la manière suivante : L 1 = *Ruffinus Barbafalla* ; L 2 = ses fils ; S 1 = *Constancii, Montegarello et Thome* ; S 2 = *Johannes Leonis* ; S 3 = *Willermus Rapacii* ; S 4 = *Leonis et Rapacii*.
- Les débiteurs sont identifiés par leur numéro d'ordre dans la liste alphabétique de l'Annexe III.

1	2	3	4	5	6	7	8
N <sup>o</sup>	Cote	Dates	Durée	Montant	Pena	Créanc.	Débiteurs
		Emprunt-Echéance	en jours	L s d			
3	A 10, 252/4	2.4.31-8.4.31	7(?)	3 2 10	6 1/2 d/h	L 1	19
4	A 10, 278/3	9.6.31-1.11.31	155	1 4 4	2 1/2 d/h	L 1	68
5	A 10, 280/2	29.6.31-29.9.31	92	12	1 1/2 d/h	L 1	59
6	A 10, 280/3	21.8.31 <i>Ad requisit.</i>		1 11	1 1/2 d/h/L	L 1	17
7	A 10, 281/1	3.10.31-24.6.32	233	6 6	1 1/2 d/h/L	L 1	105
8	A 10, 281/2	6.10.31-15.3.32	159	3 10	1 1/2 d/h/L	L 1	65
9	A 10, 265/3	5.11.31-5.11.32	365	4 12	1 1/2 d/h/L	L 1	113
10	A 10, 265/4	7.11.31-24.6.32	236	1 5	1 1/2 d/h/L	L 1	58
11	A 10, 265/1	11.11.31-22.8.32	284	1 6	1 1/2 d/h/L	L 1	35, 36
12	A 10, 265/2	25.11.31-24.6.32	224	1 4 9	1 1/2 d/h/L	L 1	120, 121
13	A 10, 284/2	30.11.31-29.9.32	274	5	—	L 2	106
14	A 10, 285/1	19.1.32-22.7.32	184	5 6 7	1 1/2 d/h/L	L 2	38, 39
15	A 10, 285/2	2.2.32-1.11.32	273	2 10	1 1/2 d/h/L	L 2	118
16	A 10, 285/3	17.2.32-15.8.32	181	12 7	1 d/h	L 2	43
17	A 10, 286/2	6.3.32-25.12.32	295	16 2	1 d/h	L 2	15
18	A 10, 287/4	19.3.32-1.11.32	227	3 12	5 1/2 d/h	L 2	38
19	A 10, 288/2	14.4.32-29.9.32	179	8 8	1 1/2 d/q	L 2	117
20	A 10, 288/3	20.4.32-2.2.33	288	1 18 4	3 d/h	L 2	96
21	A 10, 283/3	25.4.32-15.8.32	113	17 4	3 d/q	L 2	119
22	A 10, 289/1	26.4.32-15.8.32	82	4 11	6 1/2 d/h	L 2	81
23	A 10, 290/2	8.7.32-2.2.33	209	1 4 6	2 d/h	L 2	95
24	A 10, 290/3	12.7.32-21.12.32	161	2 6 9	3 1/2 d/h	L 2	1
25	A 10, 290/4	2.8.32-2.8.33	365	1 1	6 d/m	L 2	8

1	2	3	4	5	6	7	8
N <sup>o</sup>	Cote	Dates Emprunt-Echéance	Durée en jours	Montant L s d	Pena	Créanc.	Débiteurs
26	A 10, 291/2	11.10.32-11.10.33	365	1 5 7	2 d/h	L 2	85, 86
27	A 10, 296/2	29.11.32-1.11.33	337	1 6 6	7 1/2 d/m	L 2	4
28	A 10, 296/3	30.11.32-30.11.33	365	1 7 6	7 1/2 d/m	L 2	28
29	A 10, 297/1	18.12.32-15.8.33	241	19 3	3 d/q	L 2	89
30	A 10, 297/2	28.12.32-29.9.33	276	5	7 1/2 d/h	L 2	91
31	A 10, 297/3	9.3.33-16.5.33	68	1 2 3	3 1/2 d/q	L 2	43
32	A 10, 298/4	14.3.33-22.7.33	131	11 10	3 d/m	L 2	58
33	A 10, 298/5	25.3.33-24.6.33	91	1 2 7	1 1/2 d/h	L 2	115
34	A 10, 304/2	29.9.33-25.3.34	177	2 7 6	7 d/q	L 2	52
35	A 10, 304/3	7.10.33-24.6.34	260	1 5 9	7 1/2 d/m	L 2	82
36	A 10, 304/4	24.10.33-24.10.34	365	3 8	5 d/h	L 2	22
37	A 10, 304/5	7.11.33-7.11.34	365	1 7 6	4 d/q	L 2	101
38	A 10, 304/6	28.11.33-15.8.34	261	13	2 d/q	L 2	54
39	A 10, 305/1	19.12.33-29.9.34	284	1 12	9 d/m	L 2	77
40	A 10, 305/2	2.2.34-1.9.34	189	1 4 3	3 1/2 d/q	L 2	71
41	A 10, 305/3	6.2.34-15.8.34	191	2 8	7 1/2 d/q	L 2	98
42	A 10, 305/8	11.2.34-22.7.34	162	11 9	1 1/2 d/q	L 2	119
43	A 10, 305/4	20.2.34-20.2.35	365	14	2 d/q	L 2	32
44	A 10, 305/5	20.2.34-30.11.34	283	1 4 4	3 1/2 d/q	L 2	67
45	A 10, 305/6	22.2.34-24.6.34	122	2 5 6	3 1/2 d/h	L 2	17
46	A 10, 310/2	24.4.34 <i>Ad requisit.</i>		3 6	—	L 2	47
47	A 10, 306/1	5.7.34-5.7.35	365	2 9	3 d/h	L 2	27
48	A 10, 366/1	24.7.34-8.9.34	47	1 1	2 d/h	S 1	99
49	A 10, 306/2	16.8.34-16.8.35	365	2 14	1 1/2 d/h/L	L 2	67
50	A 10, 305/7	21.9.34-21.9.35	365	1 7 6	2 d/h	L 2	82
51	A 10, 306/4	11.10.34-11.10.35	365	1 7 6	2 d/h	L 2	28
52	A 10, 306/5 <sup>a</sup>	11.10.34-13.10.35	367	2 9	3 d/h	L 2	114
53	A 10, 309/2	22.1.35-1.11.35	316	1 5 10	1 1/2 d/h/L	L 2	69
54	A 10, 309/3	29.1.35-29.9.35	295	12 8	3 d/m	L 2	5
55	A 10, 310/1	5.2.35-15.8.35	192	1 17	3 d/h	L 2	100
56	A 10, 310/5	12.2.35-8.9.35	179	2 9	1 1/2 d/h/L	L 2	4
57	A 10, 310/4	21.2.35-22.7.35	152	12	1 1/2 d/q	L 2	119
58	A 10, 310/6	26.2.35-24.6.35	119	2 9	4 d/h	L 2	57
59	A 10, 310/7	28.2.35-26.2.36	358	1 7 6	2 d/h	L 2	120
61	A 10, 311/3	5.3.35-15.8.35	163	14 9	4 1/2 d/m	L 2	29
62 <sup>a</sup>	A 10, 311/4	11.3.35-1.11.35	235	2 4	—	L 2	102
62 <sup>b</sup>	A 10, 311/4	11.3.35-11.3.36	365	1 2	—	L 2	102
63	A 10, 311/1	21.3.35-22.7.35	123	2 5 6	1 1/2 d/h/L	L 2	61
64	A 10, 311/5	1.4.35-29.9.35	165	2 7	3 1/2 d/h	L 2	71
65	A 10, 311/6	12.4.35-15.8.35	125	11 10	3 d/m	L 2	118
66	A 10, 321/3	13.8.35-13.8.36	365	1 7 6	2 d/h	L 2	50
67	A 10, 331/3	3.9.35-3.9.36	365	1 7 6	2 d/h	L 2	49
68	A 10, 321/1	25.9.35-1.11.35	37	1 19	3 d/h	L 2	8
69	A 10, 321/2	25.9.35-1.11.35	37	4 1	6 d/h	L 2	3

1	2	3	4	5	6	7	8
N <sup>o</sup>	Cote	Dates Emprunt-Echéance	Durée en jours	Montant L s d	Pena	Créanc.	Débiteurs
70	A 10, 330/4	15.10.35-15.10.36	365	14 3	1 d/h	L 2	103
71	A 10, 330/1	11.12.35-11.12.36	365	1 7 6	2 d/h	L 2	101
72	A 10, 310/3	21.12.35-26.5.36	157	2 9	1 1/2 d/h/L	L 2	40
73	A 10, 329/2	22.1.36 <sup>109</sup>	—	4 10	—	L 2	66, 69, 70
74	A 10, 338/2	11.2.36-24.6.36	134	2 10	4 d/h	L 2	81
75	A 10, 338/3	11.2.36-24.6.36	134	17 9	2 1/2 d/q	L 2	79
76	A 10, 341/3	14.4.36 <sup>110</sup>	—	4 10	2 d/h	L 2	12
77	A 10, 366/2	21.7.36-25.12.36	146	14 6	2 d/q	L 2	69
78	A 10, 343/1	25.8.36-25.8.37	365	1 7 6	2 d/h	L 2	48
79	A 10, 347/1	6.10.36-8.9.37	336	1 10	4 1/2 d/q	L 2	82
80	A 10, 347/2	6.10.36 <i>Ad requisit.</i>	—	1	—	L 2	20
81	A 10, 349/2	27.10.36-27.10.37	365	1 7 6	2 d/h	L 2	14
82	A 10, 351/2	28.10.36-28.10.37	365	1 7 6	2 d/h	L 2	75
83	A 10, 351/3	17.11.36-17.11.37	365	2 14	4 d/h	L 2	53
84	A 10, 351/4	19.11.36-1.11.37	347	1 11	4 1/2 d/q	L 2	52
85	A 10, 351/5	8.12.36-8.9.37	274	13 3	1 d/h	L 2	56
86	A 10, 344/3	26.12.36-29.9.37	277	2 4	1 1/2 d/h/L	L 2	51
87	A 10, 344/4	5.1.37-8.9.37	246	1 5 6	2 d/h	L 2	80
88	A 10, 344/5	5.1.37-8.9.37	246	14 6	2 d/q	L 2	110
89	A 10, 361/2	14.1.37-15.8.37	284	1 4 9	3 1/2 d/q	L 2	13, 116
91	A 10, 363/2	26.1.37-20.6.37	186	3 7	9 d/q	L 2	113
92	A 10, 366/1	13.2.37-22.7.37	161	1 1	1 1/2 d/h	L 2	21
93	A 10, 366/4	26.2.37-15.8.37	170	14 6	2 d/q	L 2	46
94	A 10, 366/2	2.3.37-1.11.37	225	2	4 d/h	S 1	11
95	A 10, 366/3	2.3.37-1.11.37	225	6	12 d/h	S 1	88, 90
96	A 10, 366/5	7.3.37-24.6.37	109	1 9	4 1/2 d/q	L 2	9
97	A 13, 481/1	9.5.37-25.12.37	230	1 6 2	2 1/2 d/h	S 2	40
98	A 13, 470/3	11.6.37-25.12.37	197	1 18 4	4 d/h	S 2	74
99	A 13, 480/2	13.7.37-2.2.38	204	1 18	2 d/h/L	S 2	62, 63
100	A 13, 480/1	8.8.37 <sup>111</sup>	—	4	2 d/h/L	S 1	42
101	B 2, 2/2	5.3.38-1.11.38	241	13 5	2 1/2 d/q	S 1	78
102	B 2, 3/1	14.3.38-15.8.38	154	18 7	2 d/h	S 2	111
103	A 10, 389/2	11.7.38-1.11.38	113	3 12 8	2 d/h/L	S 3	93
104	A 13, 492/4	2.8.38-1.4.39	212	1 19	4 d/h	S 2	112
105	A 13, 492/5	18.11.38-18.11.39	365	1 9 2	3 d/h	S 2	87
107	A 13, 492/3	23.12.38-15.8.39	235	1 18 9	4 d/h	S 4	80
108	A 13, 490/4	6.1.39-15.10.39	278	2 5	4 1/2 d/h	S 4	67
109	A 13, 490/5	18.1.39-15.8.39	209	1 3	4 1/2 d/q	S 1	6
110	A 13, 490/2	11.2.39-24.6.39	133	4 10	6 1/2 d/h	L 2	23

<sup>109</sup> Remboursement par annuités de 30 sous à la Saint-Martin d'hiver (11 novembre).

<sup>110</sup> Remboursement par annuités de 30 sous à Noël.

<sup>111</sup> Remboursement par annuités de 40 sous à la Toussaint.

1	2	3	4	5	6	7	8
N <sup>o</sup>	Cote	Dates Emprunt-Echéance	Durée en jours	Montant L s d	Pena	Créanc.	Débiteurs
111	A 13, 490/1	11.2.39-1.11.39	263	8 6 6	12 d/h	L 2	39
112	A 13, 482/3	21.2.39-29.9.39	220	13	2 1/2 d/q	S 1	60
113	A 13, 492/1	25.2.39-24.6.39	119	2 6 2	4 1/2 d/h	S 1	9
114	A 13, 492/2	26.2.39-29.9.39	215	1 5	2 1/2 d/h	S 3	18
117	B 2, 7/4	21.3.39-1.5.39	41	2	4 d/h	S 1	109
118	B 2, 7/5	21.3.39-24.6.39	95	17	3 1/2 d/q	S 1	40
119	B 2, 7/6	21.3.39-24.6.39	95	1	2 d/h	S 1	97
120	B 2, 8/1	29.3.39-1.11.39	217	19 3	2 d/h	S 1	45
121	B 2, 7/1	3.4.39-25.7.39	113	1 7 6	5 1/2 d/q	S 3	37
122	A 10, 416/1	9.4.39-29.9.39	173	1 10 10	3 d/h	S 1	7
123	A 10, 416/2	9.4.39-9.4.40	365	14	—	S 4	71
124	B 2, 6/4	17.5.39-1.11.39	168	1 4 4	2 1/2 d/h	S 3	84
125	B 2, 5/3	13.6.39-15.8.39	68	1 18 2	7 1/2 d/q	S 4	41
126	A 10, 390/2	20.7.39-2.2.40	196	1 5 2	2 1/2 d/h	S 3	76
127	A 10, 392/2	19.9.39-19.9.40	365	1 7	5 1/2 d/q	S 3	64
128	A 13, 486/2	24.9.39-29.9.40	365	2	6 4 d/h	S 4	44
129	A 10, 394/1	26.9.39-25.12.39	91	1 13 6	6 1/2 d/q	S 4	112
130	A 10, 394/2	30.9.39-22.7.40	295	16 9	1 1/2 d/h	S 4	24, 25
131	A 10, 396/1	11.12.39-15.6.40	186	1 15 4	3 1/2 d/h	S 1	2
132	A 10, 399/2	12.12.39-29.9.40	291	1 13	6 1/2 d/q	S 1	33, 34
133	A 10, 402/2	21.12.39-24.6.40	185	1 15	3 1/2 d/h	S 4	107
134	A 10, 402/1	27.12.39-22.7.40	207	12 6	2 1/2 d/q	S 3	34
135	A 10, 402/3	31.12.39-31.12.40	365	7 10	15 d/h	S 3	73
136	A 10, 402/5	15.1.40-15.1.41	365	5 5	10 1/2 d/h	S 3	53
137	A 10, 402/4	15.1.40-29.9.40	328	1 5	2 1/2 d/h	S 3	36
138	A 10, 402/6	16.1.40-15.8.40	211	18	3 1/2 d/q	S 4	16
139	A 10, 403/1	16.1.40-1.11.40	360	13	2 1/2 d/q	S 3	55, 56
140	A 10, 403/3	6.2.40-1.8.40	176	3	6 d/h	S 3	111
141	A 10, 403/2	12.2.40-15.8.40	184	18 6	2 d/h	S 3	108
142	A 10, 403/4	18.2.40-15.8.40	178	12 6	2 1/2 d/q	S 4	100
143	A 10, 404/2	13.3.40-15.8.40	155	1 3	—	S 4	17
144	A 10, 413/1	29.4.40-1.5.41	367	1 7	—	S 4	39
145	A 10, 413/2	31.4.40-15.8.40	106	17 4	—	S 4	7
146	A 10, 413/4	4.5.40-29.9.40	148	14 6	—	S 4	26
147	A 10, 413/6	6.5.40-8.9.40	125	1 15	—	S 4	92
148	A 10, 414/1	15.5.40-29.9.40	137	2 4	—	S 4	31
149	A 10, 414/2	28.5.40-1.11.40	219	18 3	—	S 4	30, 94
150	A 10, 409/3	17.6.40-22.7.40	35	10 7	—	S 1	10
151	A 10, 408/3	17.6.40-22.7.40	35	9 5	—	S 1	43
152	A 10, 414/5	7.7.40-29.9.40	84	1 13	5 d/q	L 2	104
153	A 10, 410/3	6.8.40-13.12.40	129	1 14	—	S 4	83
154	A 10, 417/2	21.9.40-24.8.41	337	2 6	—	S 4	72

## ANNEXE III

### *Liste alphabétique des débiteurs*

*Remarques :* a) Sur les lettres A, B ou C, qui suivent parfois le nom des débiteurs, voir respectivement notes 45, 48 et 52.

b) Les chiffres qui suivent le nom du débiteur renvoient aux numéros des reconnaissances de dette dans l'Annexe II.

1. Agnetis, Johannes, junior (Chamoson) : 24.
2. Agnetis, Johannes, senior (Chamoson) : B. — 131.
3. d'Alba, Girolodus (Chamoson) : 69.
4. Albi de la Possyz, Martinodus (Chamoson) : A. — 27, 56.
5. Assalot, Johannes (Chamoson ?) : A, B. — 54.
6. de Ayent, Johannes (Saint-Pierre-de-Clages) : B. — 109.
7. Barber, Anthonius (Chamoson) : 122, 145.
8. Barber, Johannes (Ardon) : 25, 68.
9. Barber, Johannes (Chamoson) : B, C. — 96, 113.
10. Batender, Perrodus (Chamoson) : 150.
11. Benedicti, Berthaz : 94.
12. Benedicti, Johannes (Chamoson) : 76.
13. Berthodus sutor (Chamoson) : 89.
14. Bertholat, Johannes (Leytron) : 81.
15. lo Berthot, Johannes (Leytron) : B. — 17.
16. Bolenjar, Johannes (Chamoson) : 138.
17. Bolenjar, Perrodus (Chamoson) : B, C. — 6, 45, 143.
18. Bosonet, Aymonetus (Chamoson ?) : A, B. — 114.
19. Bosonet, Rolerius (Chamoson) : A. — 3.
20. Boven, Brunodus (Chamoson) : 80.
21. Boven, Walterus (Chamoson) : 92.
22. Cecillyar, Walterus (Chamoson) : B. — 36.
23. Champanes, Hugonodus (Ardon) : 110.
24. dou Champel, Johannodus (Chamoson) : 130.
25. dou Champel, Willerma (Chamoson) : 130.
26. Champyon, Johannodus (Chamoson) : 146.
27. Chapuys, Girolodus (Chamoson) : B. — 47.
28. Chapuys, Willmerius (Chamoson) : 28, 51.
29. Chavat, M[artinus ?] (Chamoson) : 61.
30. Choulay dou Champel, Willermodus (Chamoson) : 149.
31. Confrérie du Saint-Esprit de Saint-Pierre-de-Clages : 148.
32. Cristini, Uldricus (Chamoson) : 43.
33. Donzel, Jacola (Chamoson) : 132.
34. Donzel, Johannodus (Chamoson) : A. — 132, 134.
35. Endru, Martinus (Chamoson ?) : 11.
36. Endru, Walterus (Chamoson ?) : B, C. — 11, 137.
37. Faber, Johannes (Chamoson) : 121.
38. Folly, Berthodus (Ardon) : 14, 18.
39. Folly, Johannes (Ardon) : C. — 14, 111, 144.
40. dou For, Johannes (Chamoson) : B, C. — 72, 97, 118.
41. Forester, Jacodus (Chamoson) : 125.
42. Forester, Petrus (Chamoson) : A, B. — 100.
43. Forner, Wyhardus (Chamoson) : A, B, C. — 16, 31, 151.
44. de Fossau, Anthonius (Chamoson ?) : 128.
45. de Fossau, Jacodus (Chamoson) : A. — 120.
46. Foulessa, Johannes : 93.
47. Franciscus, maior de Chamoson, donzel : 46.
48. Frossar, Henricus (Chamoson) : 78.
49. Frossar, Jaquarius (Chamoson) : 67.
50. Frossar, Perreries (Chamoson ?) : 66.
51. de Furno, Aymonetus (Montagnon) : 86.
52. Garnyer, Perrodus (Ardon) : 34, 84.
53. Girolodi, Ansermus (Ardon) : A, C. — 83, 136.
54. Girolodi, Johannes (Chamoson) : 38.
55. de Glatignye, Jaquemola (Chamoson) : 139.
56. de Glatignye, Johannes (Chamoson) : A, C. — 85, 139.
57. Gonteret, Perrodus (Ardon) : 58.

58. Humberti, Perretus (Ardon) : A. — 10, 32.
59. Johannes bubulcus : 5.
60. Jorio, Johannes (Chamoson) : A, B. — 112.
61. Jullyane, Jacodus (Chamoson) : B. — 63.
62. Jullyane, Martinus (Chamoson) : 99.
63. Jullyane, Petrus (Chamoson) : B. — 99.
64. Longin, Anthonius (Chamoson ?) : 127.
65. de Longins, Bochardus (Ardon) : 8.
66. de Longins, Johannerius (Ardon) : 73.
67. Longins, Johannodus (Chamoson) : C. — 44, 49, 108.
68. de Longins, Martinodus (Ardon ?) : A. — 4, 77.
69. de Longins, Michael (Ardon) : 53, 73.
70. de Longins, Petrus (Ardon) : 73.
71. de la Loy, Perrodus, antenatus (Ardon) : C. — 40, 64, 123.
72. Mallyar, Remondus (Chamoson) : 154.
73. Marugler, Willermodus (Ardon) : 135.
74. de Mercol, Benedictus (Chamoson) : A, B. — 98.
75. de Mercol, Martinus (Chamoson) : B. — 82.
76. Meyguen, Jaquemodus (Ardon) : 126.
77. Moren, Martinus (Chamoson) : B. — 39.
78. de la Palu, Conodus (Chamoson ?) : A, B. — 101.
79. de la Palu, Johannes (Chamoson) : A. — 75.
80. de la Palu, Perrodus (Chamoson) : B, C. — 87, 107.
81. de la Palu, Roletus (Chamoson ?) : 22, 74.
82. de la Palu, Uldricus (Chamoson) : B. — 35, 50, 79.
83. de la Palu, Walterus (Saint-Pierre-de-Clages) : 153.
84. Pavel, Martinus (Chamoson ?) : 124.
85. Pelau, Blanchia (Chamoson) : 26.
86. Pelau, Perretus (Chamoson) : 26.
87. Pellicier, Walterus (Chamoson) : 105.
88. dou Perre, Agnes (Chamoson ?) : 95.
89. dou Perre, Ansermus (Chamoson) : B. — 29.
90. dou Perre, Johannes (Chamoson ?) : 95.
91. Pertusel, Bosonetus (Ardon) : 30.
92. Pertusel, Francesia (Ardon) : 147.
93. Pertuseta, Reymonda (Ardon) : 103.
94. ly Poma de Claustro, Perrodus (Saint-Pierre-de-Clages) : 149.
95. de Pomer, Johannes (Chamoson) : A. — 23.
96. de Projuyt (?), Johannes (Leytron) : 20.
97. dou Putys, Johanneta (Saint-Pierre-de-Clages) : 119.
98. dou Raffor, Perretus (Chamoson ?) : 41.
99. dou Raffor, Walterus (Chamoson) : A, B. — 48.
100. de Ridida, Anthonius (Chamoson) : A, B, C. — 55, 142.
101. Robyn, Johannes (Chamoson) : A, B. — 37, 71.
102. dou Rossel, Martinus (Leytron ?) : 62<sup>a</sup>, 62<sup>b</sup>.
103. de Ruina, Willermus (Chamoson) : 70.
104. Salamyn, Perrodus (Ardon) : B. — 152.
105. Salamyn, Uldricus (Ardon) : 7.
106. de Saxon, Remundus (Leytron) : 13.
107. Thous, Conodus (Chamoson) : B. — 133.
108. ly Thous, Johannerius (Chamoson) : B. — 141.
109. dou Torrent, Stephanus (Saint-Pierre-de-Clages) : 117.
110. Tossyer dou Raffor, Martinus (Chamoson) : B. — 88.
111. Tossyer dou Raffor, Perreries (Chamoson) : B. — 102, 140.
112. Tossyer dou Raffor, Roletus (Chamoson) : 104, 129.
113. Tyezat, Conodus (Ardon) : A. — 9, 91.
114. Vincent, Johannes (Chamoson) : A, B. — 52.
115. de Vyana, Perrodus (Chamoson ?) : 33.
116. Walterus sutor (Chamoson) : 89.
117. Willermierius bubulcus (Eimia) : A. — 19.
118. ly Witan, Rolerius (Leytron) : A, B. — 15, 65.
119. ly Wy, Amedeus (Chamoson) : B. — 21, 42, 57.
120. dou Zeuglo, Agnes (Ardon) : 12, 59.
121. dou Zeuglo, Martinus (Ardon) : 12.